

le monde libertaire

Le mythe de l'invasion

Les politiciens caressent leurs électeurs les plus nationalistes en renforçant les expulsions, en construisant des centres de rétention et en créant une police spécialisée dans la traque des sans-papiers.



crédit photo Daniel Maunoury



2€

ISSN 0026-9433

«L'organisation de toute bureaucratie est comme une fosse septique. Les plus gros morceaux flottent en haut.»

Citée par A. Bloch

hebdo n° 1408

du 22 au 28 septembre 2005

70 p d 520

Sommaire

Faucheuses et faucheurs devant les tribunaux, par Daniel du groupe du Gard-Vaucluse, page 4

L'autruche est vigilante en ce début d'automne, par Frédo, page 5.

Philippe Boubet et la justice, par Jipé, page 5

Vive la France terre d'accueil ?, par Justhom, page 6

Brèves de combat, l'actualité en concentré, page 7

La Louisiane dans la décomposition avancée des États-Unis, par Harry Black, page 8

En Allemagne le nazisme est encore là, par Olynx, page 9

Argentine, richesse, pauvreté et pétrole, par Eva Troxler, page 11

Zone d'attente et immigration, interview de René Schérer, page 12

Pierre-Joseph Proudhon, la dialectique sérielle, par Jacques Langlois, page 14

62^e Mostra de Venise, sensations et sentiments, par Heike Hurst, page 17

Alors, l'anarchisme ?, par Nestor Potkine, page 21

Merlieux, demandez le programme !, page 23

Agenda page 23

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France
et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Notre monde est fait de petites misères. Tout va pour le mieux et l'instant qui suit vous amène son lot de contrariétés. Vous tirez les leçons du passé et pourtant les malheurs ne cessent de se répéter.

Les adhérents d'Attac ne vous diront pas le contraire. Ça chauffe par chez eux alors que tout allait si bien. On y parle de compromis pour éviter le pire. Sur leur forum de discussion, on se traite de bureaucrates ou de liquidateurs. La direction mise en minorité propose d'élire une nouvelle direction du mouvement par un vote direct des adhérents. Levée de boucliers! Cette crise au sein d'Attac intervient après la victoire du non au référendum où il s'était particulièrement investi. Loin de nous gargariser, nous constatons une fois encore combien, après le 29 mai, nous étions loin du massif mouvement social qui nous était promis. Si séisme il y a eu, c'est au sein des appareils politiques, syndicaux et associatifs. Seront-ils à même de préserver leurs intérêts propres en vue des prochains horizons électoraux ou leurs militants continueront-ils à prendre en main leurs aspirations pour les mener vers des victoires qu'ils ne devront qu'à eux-mêmes? Là est l'enjeu si nous avons le désir de changer ce monde radicalement.

Nous en sommes loin si l'on écoute les atermoiements des collectivités locales en Isère. Elles ne se remettent pas de l'annonce de Hewlett-Packard concernant son plan de suppression de 1240 emplois en France. Elles sont en effet particulièrement concernées après avoir offert purement et simplement au groupe plus de 1,8 millions d'euros pour qu'il s'installe dans leurs localités. Pour seule réaction: « La décence commande qu'ils nous remboursent les aides que nous leur avons consenties. » Mais de quelle décence nous parle-t-on? S'il s'agit de celle du capitalisme, il y a erreure de casting. Voilà des élus qui misent gros au poker et qui pleurnichent le lendemain pour avoir voulu jouer dans la cour des grands. Voilà qu'ils voudraient aujourd'hui un capitalisme à visage un peu plus humain, qu'ils voudraient inventer des règles de bonne conduite. La décence voudrait qu'ils démissionnent pour mauvaise gestion de l'argent du contribuable et envisagent leur vision du monde sous un autre angle, celui des 1240 qui se demandent de quoi sera fait leur avenir.

Le monde et ses petites contrariétés... Tout laisse croire qu'il n'est pas prêt de s'arrêter de tourner, laissant de côté ceux qui ne vont pas assez vite. À force de piétiner chaque mètre carré de la planète, s'apercevra-t-il un jour qu'il laboure un champ de cadavres? Oui, pour peu que les bonnes questions soient posées.

Goûter de généraux à La Courneuve

Ça remue beaucoup dans le peuple de gauche. Ou plutôt dans les états-majors. Rallumer les feux pour la rentrée sociale, cela a été annoncé. On attend la mobilisation pour le 4 octobre, unité syndicale en avant. Les sujets ne manquent pas, entre le Code du travail qui devient caduc, les vacances qui se sont transformées en privilèges et les licenciements qui suivent les cours de la Bourse, on se demande si la traversée du désert est, pour le mouvement ouvrier, à l'ordre du jour.

Le patronat et ses représentants hégémoniques au gouvernement en ont remis une couche avant les vacances. L'union nationale pour la défenses des usines Nestlé (qualifiée à la une de l'ancien quotidien de la rue de Lorraine de «sucrée») aura été un avatar libéral du détournement des médias!

Mais maintenant, en cet automne 2005, la gauche du non au référendum s'est rassemblée à La Courneuve à la dernière fête de l'Humanité. Nous jetterons un voile pudique sur les mésaventures de l'ancien Premier ministre qui croyait que tout le monde avait oublié le temps où il incarnait la droite du PS, et nous tiendrons aux déclarations sur le mouvement social.

Il y a eu bien sûr de belles phrases comme « Allons ensemble à la manifestation organisée début octobre par les syndicats pour réclamer ensemble l'augmentation des salaires, la taxation des profits. » ou « Quand je pense à la gauche, je pense au Front populaire c'est cela notre exemple. Les transformations sociales n'ont pu aboutir parce que les ouvriers occupaient les usines. » Mais dans l'ensemble l'accent n'était pas mis sur une rentrée sociale revendicative où celles et ceux qui ne vivent que de leur chèque de fin de mois seraient mobilisés. Le centre du débat était la présidentielle de 2007.

La déclaration de Marie-George Buffet « Comme nous l'avons fait avec les collectifs du 'non', tenons des forums ouverts à toute la gauche, à toutes les forces sociales pour construire un programme de gouvernement populaire et citoyen » tient un peu de la

méthode Coué. Les opposants au traité européen, peinent à «capitaliser» leur succès du 29 mai. Arlette Laguiller, porte-parole de LO, l'a bien dit: «La proximité de la présidentielle va faire voler en éclats cette unité.»!

Mais le syndicalisme dans tout ça? L'exemple de 1936 est bien loin et le paysage syndical est terne et le problème de la CES ou plutôt ses objectifs quasi libéraux obture de manière pesante tout rêve pour un autre monde. Les conditions économiques dans lesquelles ont vécu et milité Fernand Pelloutier ou Pierre Bernard ont changé, et parler de mouvement ouvrier aujourd'hui vous fait apparaître comme ringard. Les mentalités changent mais l'exploitation reste, et les luttes des précaires montrent que tout n'est pas pourri dans ce début du XXI^e siècle.

Repenser les luttes, faire perdurer les organisations collectives est un travail militant indispensable, mais ce qui reste du mouvement ouvrier traditionnel est souvent considéré comme un repère de nantis. Alors comment repenser l'émancipation sociale?

Un nouveau syndicalisme, plus adapté aux luttes actuelles, axé sur le travail précaire, ouvert à la solidarité avec les sans-papiers, est-il possible? À la porte de Montreuil, au siège de la CGT dans la banlieue parisienne, le livre de Le Duigou (*Demain le changement*) ne dissipe pas les dangers d'une adaptation au capital. «Le syndicalisme ne peut pas demeurer seulement un contrepoids, sauf à se nier à long terme» est certes interprétable favorablement. Mais il semblerait que dans cet ouvrage venant d'un responsable de la CGT « l'antagonisme salarié/patron » doit lui-aussi être repensé... Krasucki doit se retourner dans sa tombe!

Espérons néanmoins que le 4 octobre sera l'occasion de convergence de luttes et pas seulement un marche-pied pour 2007, ni une approche libérale d'un néosyndicalisme. Pas de boîte à idées pour changer la vie, mais la lutte des classes, tout simplement.

Jean-Pierre Germain

Les faucheurs d'OGM en procès

LE VENDREDI 16 SEPTEMBRE comparaissaient à Clermont-Ferrand, treize faucheurs et deux faucheuses d'OGM. Ces militants opposés à l'extension de la culture des céréales transgéniques, avaient participé à un fauchage de maïs le 27 août à Nonette, dans le Puy-de-Dôme (cf. ML du 15 septembre).

Dès 7h du matin, la place de l'Étoile, où se trouve le palais de justice, était sous surveillance policière: il y avait des robocops, des policiers en tenue et en civil avec caméra, des gendarmes mobiles, policiers municipaux... Un véritable état de siège, sans doute pour dramatiser la situation et faire croire que ceux et celles qui étaient présents étaient des émeutiers.

Pendant ce temps, le regroupement des soutiens aux inculpés grossissait. En provenance de diverses régions, ces hommes et ces femmes sont pour la plupart venus pour s'inscrire en comparants volontaires pour les uns, en coresponsables pour les autres. Au total, quelque 84 comparants et 250 coresponsables seront recensés pour ce seul procès. Le futur ex-candidat à la présidentielle José Bové arrive, dans une indifférence générale. À 9h, les grilles s'entrouvrent pour laisser entrer les prévenus et les témoins. L'audience commence, et dehors c'est l'attente.

Dans le public, de plus en plus nombreux - 300 personnes, et jusqu'à 600 personnes au moins vers 14h - à attendre, des vendeurs de journaux (C.Q.F.D. et le *Monde libertaire*) circulent au milieu des petits groupes qui se forment au gré des discussions. C'est vers 10h15 que les premières nouvelles arrivent: les avocats ont argumenté sur des irrégularités au cours des arrestations et souhaitent que la cour accepte de verser au dossier la liste des soutiens solidaires.

À 13h15, interruption de séance, les inculpés sortent sous les applaudissements et le slogan repris par la foule: "On est solidaires". Au cours d'une série de prises de parole qui se tient dans une salle comble de la Maison du peuple voisine, les faucheurs évoqueront leurs motivations, développées au cours des auditions matinales. Les arguments qui sont alors déclinés vont de la revendication par un ancien objecteur de conscience de la désobéissance civique jusqu'à la démonstration que les expertises qui réfutent la dangerosité des OGM sont financées par les firmes elles-mêmes, ce qui les rend peu crédibles. Le balayage des motivations aborde des préoccupations qui vont au-delà des OGM. "Le

développement du capitalisme entraîne la destruction de l'environnement" affirmera l'un des faucheurs. Applaudissements. Puis reprise de l'audience, jusqu'à 17h.

Pendant ce temps, une conférence sur les OGM, très suivie, et une sorte d'assemblée générale de paroles dites "citoyennes" (et pourquoi citoyennes?) permettront d'attendre la fin de la journée. Quelques perles, glanées au cours de cette assemblée: "Le moteur à urée est au point" au cours d'un échange sur les biocarburants; "Et si on se précipitait nous mêmes dans le bus de la police au cours des actions anti-ogm, pour pratiquer l'arrestation collective?" exprime un membre d'un groupe de réflexion sur la désobéissance. Sans commentaires.

L'après-midi, deux manifestations se déroulent au conseil général et au conseil régional. Lors de la dernière interruption de séance de la journée (17h), on apprend que le juge accepte d'intégrer les demandes des coresponsables et des comparants volontaires; les accusés sont confiants. La société Méristème, à qui appartenait les champs de maïs transgénique, demande 25 millions de dollars à l'État français au motif qu'il n'a pas su protéger sa parcelle.

Les auditions ont été nombreuses: 14 témoins, 15 mis en examen... Le procès s'est donc terminé vers 22h30. Dans son réquisitoire, le procureur général a demandé un mois de prison ferme contre chaque prévenu, et 250 000 euros de dommages et intérêts. Délibéré le 4 novembre.

Au-delà du soutien nécessaire à des militants poursuivis par la justice bourgeoise, celle qui protège le droit de commercer et la propriété privée des moyens de production, il nous faut affirmer au cours de ces rassemblements "citoyens" que la lutte contre les OGM, le nucléaire, la brevetisation du vivant... sont des facettes d'une même lutte anticapitaliste. Si l'État protège des champs d'OGM, si sa justice traduit les faucheurs, si ses policiers criminalisent les militants, c'est que c'est sa fonction. Pendant que le capital privatise, pollue et exploite, l'État le protège et nous réprime. Laissons les candidats "citoyens" de la LCR ou des Verts plastronner devant les caméras, et soyons présents dans l'action directe et la solidarité en y développant le projet anarchiste.

Daniel

(Groupe Gard Vaucluse),



PHILIPPE DÉFINITIVEMENT CONDAMNÉ

L'affaire Philippe Boubet a donc connu son épilogue judiciaire la semaine dernière. Notre camarade s'était vu reprocher la faute impardonnable d'avoir exercé son travail d'instituteur, et à ce titre, la Cour de cassation a rejeté son pourvoi. La peine de cinq mois d'emprisonnement avec sursis est donc définitive.

Rappel: pour des raisons toujours inexplicables, la petite Sarah était montée sur une chaise pendant la classe, avait enjambé le rebord de la fenêtre, construite aux normes de sécurité requises, et s'était tuée en chutant de l'étage. À ce moment Philippe avait le dos tourné pour préparer la future classe de neige. Mais les enfants ça bouge. Hé ouais! Ça reste pas en place. On n'est plus à l'époque des hussards noirs de la République, des doigts pleins d'encre et des moufflets alignés au cordeau.

Ce qui est important de noter dans cette dramatique affaire, c'est que désormais, comme après tout arrêt de cassation, une jurisprudence risque de se mettre en place. Cet arrêt a définitivement force de loi et il est inquiétant d'imaginer les conditions dans lesquelles cette profession pourrait désormais s'exercer. S'il est impossible, et surtout pas souhaitable, de mettre un adulte derrière chaque môme, les sorties hors les murs de l'école risquent de devenir un sport à hauts risques.

Les juges ont tout de même pris acte des précautions oratoires prises par Philippe à l'encontre des gamins mais lui ont reproché que celles-ci n'avaient pas été suivies d'effet. Un peu comme si on rendait responsable un gendarme de l'alcoolémie des automobilistes sous prétexte que ces derniers n'auraient pas écouté les conseils de prévention. On croit rêver...

Lors des différentes audiences, il est apparu flagrant qu'à l'audition des témoignages (certains d'enfants de dix ans, dix mois après les événements...) et à l'examen des faits, les juges se forment une opinion complètement dénuée d'arguments quitte à essayer de trouver ceux-ci a posteriori. Encore faudrait-il qu'ils aient une idée précise de ce que peut être une école primaire et peut-être pourquoi pas, de ce qui se passe dans une classe. Ils ne semblent au contraire n'en avoir aucune idée et surtout aucuns souvenirs et pourtant, leur métier laisse à supposer qu'ils ont bien dû y aller un peu... Ils sont cependant aptes à juger, à trancher, à condamner. Fonctionnaire de l'État, Philippe a dû se débrouiller sans l'aide de son employeur qui, sans l'accabler, l'a laissé se débrouiller avec l'aide des syndicats. Il en fut de même pour la famille de Sarah pour laquelle le procès fut au départ la seule alternative. On peut dès lors se poser la question de l'inexistence d'instances de conciliation qui pourraient peut-être éviter la contrainte des cours d'appel ou de cassation et des mois et des mois d'attente. Mais voilà une idée qui remet en cause l'existence de toute cette hiérarchie et toute cette administration. Alors...

Jipé

Quand l'autruche éternue...

La réhabilitante

« Je voudrais réhabiliter la bienveillance, la politesse, la courtoisie, la générosité, le respect, le pragmatisme. » Laurence Parisot, du Medef.

Rien que ça... Personnellement ça me donne envie de réhabiliter, et fissa, le coup de pied aux fesses.

La malveillante

« Il est clair que la France, au total, ne travaille pas assez. » La même.

Un peu de bienveillance, madame! un peu de générosité! un peu de pragmatisme, aussi: il est clair que la France, « au total », n'a plus envie de bosser, mais alors, plus du tout. À force de vous regarder vivre, à force de vous écouter, vous et vos petits camarades, vous avez fini par la dégoûter définitivement du travail. C'est bien malin, vraiment! Vous allez faire comment maintenant qu'on a décidé de rien foutre?

Lucidité

« Il faut ouvrir un grand débat sur l'énergie. On inclura le nucléaire dedans. » José Bové.

Effectivement, ce serait souhaitable... Saluons donc la lucidité du camarade Bové, grâce auquel ce « grand débat » ne tournera pas uniquement autour du carburant à l'huile de carotte et de la voiture en bambou.

Villepin a des mains

« Devant les images d'un monde divisé, brisé, qui trop souvent défile, comment ne pas vouloir bâtir ensemble un monde qui aurait enfin un cœur et des mains à la mesure des hommes? » De Villepin, discours dit du « 15 septembre ».

C'était notre quart d'heure poésie populaire de France, offert par Karcher et Total. Avec Karcher, le monde est plus clair, avec Total, le monde est moins pâle.

Villepin a sommeil

« Les nuits sont plus courtes lorsque l'on a l'honneur de s'exprimer au nom de la France. » De Villepin, discours dit du « 16 septembre au matin ».

Camarade qui t'exprime au nom de personne, et n'est pas prêt à te fâder quinze ou seize heures d'avion pour aller faire le mariolo devant une bande de voyous qui, ONU ou pas, n'en a rien à taper des mains et du cœur du monde, camarade, ne cherche pas: c'est pour ça que toi tu dors bien.

Villepin les enfonce tous

« Villepin sait servir l'État et c'est aussi un homme de lettres remarquable, comme nous n'en avons pas connu depuis Clémenceau et De Gaulle. » Rodolphe Bourlet, jeune UMP.

C'est oublier Giscard, qui tout de même a signé quelques opuscules remarquables (disponibles à Publico), lesquels lui valurent d'ailleurs un fauteuil à l'Académie. C'est oublier Alain Poyer et son « recueil de mots-croisés grivois » (disponible à Publico), qui en son temps fit un tabac. Il est vrai cependant que De Villepin les surpasse tous, ce poète qui donne des mains au monde, et devant lequel, trop souvent, défilent des images brisées, et... heu.

Frédo Ladrissé

(sources: l'Humanité, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

France, terre d'accueil



Bonjour !

Si LA LOI du 26 novembre 2003, relative à la maîtrise de l'immigration a considérablement durci le régime de ce qu'on appelait jusque-là les certificats d'hébergement, un décret du 17 novembre 2004 et une circulaire du 23 novembre 2004 ont fixé des exigences de ressources de l'hébergeant non prévues par la loi elle-même. Il lui sera demandé de présenter « tout document permettant d'apprécier ses ressources » sans plus de précisions sur le niveau des ressources exigé; le décret et la circulaire en appellent au contrôle et à la vigilance.

L'interprétation de ces textes est laissée aux bons soins des préfets et des maires qui seront les seuls à décider, ou non, de la délivrance des attestations d'accueil.

On ne peut être que dubitatif devant autant de pouvoir entre les mains d'une seule personne, d'autant que les préfets aux ordres de l'État, grands commis de ce dernier, on peut leur faire confiance, auront le petit doigt sur la couture du pantalon.

Ils iront bien souvent au-delà des consignes gouvernementales. Quant aux maires, là aussi, il y aura très certainement autant de niveaux d'exigence qu'il existe de communes. Chacun voudra y mettre sa touche.

En vérité, l'exigence de ressources est tout simplement inutile et illégale.

Inutile, car la loi prévoit déjà que c'est à l'étranger qui vient en France, dans le cadre du visa de séjour, de justifier auprès des services consulaires qu'il pourra subvenir à ses propres besoins pendant la durée de son séjour.

Inutile, car la loi du 26 novembre 2003 a rendu obligatoire une assurance privée pour couvrir les frais de santé. Pour les frais de rapatriement, le Conseil constitutionnel a considéré, dans sa décision n° 2003.484 du 20 novembre 2003, qu'il ne pouvait incomber à l'hébergeant.

Inutile, enfin, parce que les ressources ne garantissent aucune prise en charge. Un demandeur peut avoir des ressources très modestes sur la période contrôlée par l'administration, mais être en mesure de faire face aux différents frais de séjour (épargne prévue pour ce voyage).

À l'inverse, un demandeur ayant des ressources très importantes peut être surendetté

et donc non solvable. Vouloir cadrer par des lois, des décrets et des circulaires la question de l'immigration, y mettre des conditions financières, est une atteinte à la liberté individuelle.

C'est nier et empêcher que des personnes puissent à un moment donné se retrouver dans un cadre familial.

Cette exigence de ressources est marquée par une illégalité, car si la loi prévoit une prise en charge éventuelle, elle n'exige aucunement que l'hébergeant justifie de ressources couvrant cette hypothétique prise en charge. Elle indique que la responsabilité financière de l'hébergeant ne pourrait être engagée que si la personne accueillie n'y pourvoyait pas elle-même.

De telles exigences sont totalement perverses (assurances, fichage informatique, frais de timbre, attestation de prise en charge, contrôle du domicile et ressources de l'étranger et de l'hébergeant) constitueront une entrave à la libre circulation des individus. Elles ravalent la France au rang des pays les plus policés et les plus répressifs.

Messieurs du gouvernement,

À exiger des contrôles en termes de fonctionnement, à vouloir justifier la violence par des lois, vous vous préparez des lendemains qui ne chantent pas. Les lois sont faites pour protéger les possédants (une infime minorité), quant à la majorité elle n'a que faire de vos lois. Elles sont faites pour être détournées, vidées de leur contenu, et c'est très bien ainsi.

Nous sommes aux antipodes de cette France qui se voulait terre d'accueil pour tous les citoyens du monde. Mais, en fait, c'était il y a très très très très longtemps de cela.

Avec les libertaires, prenez conscience de votre force: mettez fin aux agissements des préfets aux ordres des gouvernements.

Mettez fin aux agissements des élus (municipaux et autres) qui se prennent pour de super directeurs de conscience.

Réglez vous-mêmes votre quotidien!

Avec les libertaires pourquoi ne pas imaginer un monde sans papiers, basé sur la confiance, la mutualisation, le service rendu à l'usager quelle que soit sa nationalité.

Justhom

Du hall à la prison

Trois jeunes hommes de Bondy (93) comparaissent mercredi 14 septembre devant le tribunal de Bobigny, pour répondre du « délit d'entrave à la libre circulation des personnes ». En clair, pour avoir squatté un hall d'immeuble. Fait rare, l'un d'eux a écôpé de deux mois de prison ferme, la peine maximale. Deux mois de taule pour s'être arrêté un peu trop souvent dans l'entrée. Qui a dit que c'était cher payé ?



Aucun rapport

La commission de déontologie de la sécurité (CNDS) a des soucis de budget. Censée veiller au respect de la déontologie chez les fonctionnaires de police, elle n'aurait plus, dans ses caisses, que 510 euros, une partie des crédits lui étant allouée ayant été gelée en début d'année. La CNDS avait, il y a quelques mois, rendu public un document accablant au sujet des bavures et autres délits policiers. Aucun rapport ? Eh non, justement, plus aucun.

C'EST QUOI L'ANARCHIE ?



Mourir vite, ou en prison

Didier Tallineau était sorti de prison en décembre dernier, pour raison de santé. Son cancer de la plèvre connaissant aujourd'hui une certaine rémission, il y est retourné la semaine dernière. Depuis sa libération, le procureur s'acharnait sur lui, exigeant de nouvelles expertises, faisant de ce cas individuel un symbole politique. Le prisonnier, qui a eu le tort de ne pas mourir assez vite, va donc crever

lentement en taule. Quant à Maurice Papon, qu'on se rassure, il trotte.



Toutes et tous à Lille

Onze militants anti-OGM (dont trois syndicalistes de la CNT) seront jugés le 29 septembre à Lille, suite à l'arrachage sauvage d'un essai de culture de betteraves, à Avelin en 2001. Une grande journée de mobilisation est organisée ce jour-là devant le palais de justice de Lille. Plusieurs centaines de personnes, venues de toute la France, sont attendues. En serez-vous ?



C'était un jardin...

Les jardins ouvriers de Saint-Denis (93) vont disparaître en 2006, au profit d'un blockhaus de béton noir, accueillant les Archives nationales. Une nouvelle fois, le patrimoine maraîcher d'Ile-de-France fait les frais des délires expansionnistes de l'État. Et Ahmed, Milo, Daniel, qui bêchaient leurs parcelles depuis plus de trente ans ? Qu'ils aillent bêcher ailleurs !



Plaisanterie

« Bouger autrement » : nouveau nom de la Semaine de la mobilité, présentée comme remplaçant feu la journée sans voiture, enterrée sans fleurs ni couronnes. En réalité, cette semaine existe depuis 2001, mais elle se faisait si discrète que nos amis des médias semblent ne s'en être pas rendu compte. Cette année, elle a réussi à passer totalement inaperçue. Bravo, donc, à Nelly Olin, ministre de l'Environnement et grande initiatrice de cette vaste plaisanterie.



Pollution propre

Selon les services de l'État et le directeur de l'usine « SBM Formulation » de Béziers, 2 000 tonnes de produits insecticides et fongicides hautement inflammables pour la plupart, entreposés ensemble dans un bâtiment de 6 500 à 7 000 m², pourraient se mettre à brûler pendant des heures puis des jours... sans aucun danger pour les populations, les cultures, les élevages, l'écosystème alentour.



Drame banal de la misère

Ce mardi 13 septembre, madame la maire de Bagneux, madame la députée, divers élus de la majorité municipal communiste de cette ville de la proche banlieue parisienne ont assisté impuissants à l'expulsion d'une mère célibataire et de ses deux enfants. Ces encharpés étaient venus en renforts à quelques concitoyens venus spontanément apportés leur soutien à cette famille nécessiteuse. Ce drame, qui devient aujourd'hui une banalité, pose la question de la création de comités de vigilance face aux gestionnaires de logements sociaux, pour lesquels le mot social n'a aucun sens. Si tu te bas tu peux gagner, si tu ne te bas pas tu a déjà perdu.

Brèves de combat

États-Unis

Une société en état de décomposition avancée



JUSQU'À PRÉSENT, les gouvernements passés et actuels, depuis Reagan, ont eu pour politique, pour des raisons idéologiques, de réduire les dépenses de l'État fédéral consacrées aux programmes sociaux ou, comme ils disent, aux « habilitations » sociales. D'après les idéologues influents comme Grover Norquist, l'État doit diminuer les impôts et réduire tous les programmes sociaux. Seule l'armée bénéficiera d'augmentations de budgets. Tout le reste, y compris les programmes d'aide en cas de catastrophes, devront continuer à diminuer. Ou, pour dire les choses différemment, la droite pense que le salaire social doit être ramené à zéro. Les États-Unis, pays moderne, industrialisé, reviendront ainsi aux jours heureux du laissez-faire, avec des salaires de misère et aucun filet de sécurité. L'aide sociale sera volontaire et principalement l'œuvre des organisations religieuses.

Cette politique continue aujourd'hui. Les PDG (des grosses sociétés) touchent d'énormes salaires, mais le Congrès refuse d'augmenter le montant du salaire minimum. Le minimum actuel est inférieur, en valeur réelle, à ce qu'il était quand il a été créé. De plus, le revenu réel continue de baisser pour la majorité des Américains. Résultat, la misère est le lot d'un nombre croissant de citoyens. La médecine est un luxe ou une impossibilité. L'éducation est réservée aux gens aisés. L'État s'emploie à supprimer la sécurité sociale.

On pourrait dire que la politique du gouvernement est le résultat de la « baisse tendancielle du taux de profit ». Mais les réalités économique et idéologique suivent souvent des voies séparées. Ainsi, c'est surtout une question d'idéologie ou de croyance qui, si elle est poussée jusqu'à sa limite logique, conduit à des situations telles que celle à laquelle nous assistons aujourd'hui en Louisiane et dans le Mississippi.

Quelques points succincts: le racisme demeure un trait dominant de la société américaine. Il s'agit sans doute d'une pathologie sociale mais c'est une pathologie qui sert les intérêts

réels de l'élite marchande et les intérêts rêvés de la population blanche. Certes, des choses ont changé. La bourgeoisie noire est beaucoup plus nombreuse qu'il y a trente ans, et ses membres occupent des situations respectables dans la vie publique. Mais quand on est pauvre et noir, c'est une tout autre affaire. La société dans son ensemble fonctionne contre les intérêts des Noirs pauvres mais généralement loin de la vue des médias. Le racisme qui est devenu visible lors de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans était totalement prévisible. L'élite dirigeante et ses nombreux idéologues ont à peine dissimulé leur mépris des Noirs pauvres, qui furent présentés comme des délinquants et des pillards et systématiquement accusés d'être responsables des conditions où ils se trouvent.

Comme on peut le voir, la situation à la Nouvelle-Orléans reflète l'état général de la société américaine. Même si des sommes colossales vont prétendument être débloquées – on parle du chiffre de cent milliards de dollars –, en fait l'État fédéral essaie seulement de conjurer l'énorme débâcle en matière de relations publiques. Au bout du compte, les pauvres de la Nouvelle-Orléans seront encore plus mal lotis. Et l'aide qu'ils recevront, quelle qu'elle soit, viendra surtout des États.

Il se peut que l'aile libérale de la classe dirigeante tente de redresser la situation. Mais la décomposition des institutions s'est tellement aggravée sous le gouvernement actuel que la réforme s'avèrera impossible.

Harry Black
traduction Gobelin

Harry Black collabore à la revue *Oiseau-tempête*. On peut lire de lui, dans le numéro qui vient de paraître, « La croix et la bannière », sur la question religieuse au sein de la classe dirigeante nord-américaine (OT, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, 4,50 euros, en vente à Publico).

Le Gault et Millau des hôtels Accor

NOUS AVONS LU avec intérêt les articles de Sonya Faure et de Stéphanie Platat parus dans *Libération* du 7 septembre dernier.

Il nous faut toutefois apporter une précision au premier de ces articles où il est dit, au sujet des revendications du collectif de solidarité:

« Ils réclament la réintégration, chez son sous-traitant Arcade, de Faty Mayant. »

Or, si Faty et son syndicat Sud sont en train d'exploiter toutes les voies légales de recours possibles contre son licenciement par Arcade, le collectif, lui, demande à Accor quelque chose de différent et pourtant de très simple: que la direction du groupe honore les propos de M^{me} Kopp rapportés par *Libération* dans son édition du 11 août 2004, autrement dit qu'elle internalise l'activité de nettoyage dans tous ses hôtels et embauche directement les hommes et les femmes de chambre qui y travaillent, à commencer par M^{me} Faty Mayant, qui a travaillé une décennie durant dans un hôtel Ibis.

Nous demandons, en d'autres termes, qu'Accor cesse les opérations de com et passe des discours aux actes.

Lors de nos visites dans les hôtels du groupe, nous ne nous bornons pas en réalité à discuter avec les clients en leur offrant un coup à boire, nous vérifions aussi sur le terrain ce qu'il en est de cette internalisation promise: or, semaine après semaine, nous constatons que, à quelques exceptions près, la sous-traitance du nettoyage reste la norme. Nous pouvons fournir une liste des hôtels visités depuis un an en précisant si internalisation il y a eu ou pas. M^{me} Cathy Kopp pourrait-elle en faire autant? Même la grande majorité des franchisés continue de faire appel à la sous-traitance, ce qui montre bien à quel point Accor se fout des hommes et des femmes qu'il fait travailler, l'internalisation ne faisant pas partie du cahier des charges imposé aux franchisés.

Elsa
pour le collectif de solidarité

Allemagne (Wunsiedel)

Pas de défilé néo-nazi pour commémorer la mort de Rudolf Hess

Depuis le suicide de Rudolf Hess en 1987 à la prison de Spandau-Berlin, les néo-nazis et fascistes de tout bord se donnent chaque année rendez-vous le 20 août pour commémorer sa mort à Wunsiedel en Bavière où il est enterré. L'année dernière, la manif néo-nazie a connu sa plus forte affluence en rassemblant quelque 4 500 personnes. Cette année, notamment grâce à une forte mobilisation des antifascistes radicaux à Wunsiedel (2 000 personnes), le défilé commémoratif n'a pu avoir lieu.

Olynx

Olynx milite au groupe Juillet 1936 à Strasbourg.

RUDOLF HESS, pour diverses raisons, est une figure d'identification pour le mouvement néo-nazi et les fascistes. Il fut le compagnon de route et un ami intime de Hitler dès les années 1920. Il contribua à la rédaction de Mein Kampf qui contient l'idéologie nazie, ainsi que la solution finale. C'est donc aussi l'antisémitisme de Rudolf Hess qui séduit les néo-nazis. Autre facteur important, le dauphin de Hitler ne s'est jamais « distancié » et n'a jamais exprimé aucun « regret » pour ses actes. En 1941, il part en avion pour l'Écosse en vue de négocier probablement une « paix séparée » avec les Anglais, qui le mettent en prison. Au procès de Nuremberg, il déclara : « Je ne regrette rien. Si je pouvais revenir en arrière, j'agis de la même manière, même si je savais qu'à la fin m'attendait la mort par les flammes sur le bûcher. »

Lorsque le dignitaire nazi se suicide le 20 août 1987 à la prison de Spandau-Berlin, les fascistes contestent les faits et soutiennent qu'il a été assassiné... Ainsi la boucle est bouclée, Rudolf Hess, après avoir été « l'aviateur de la paix », devient maintenant un martyr de la cause, « assassiné » dans « les geôles de la République fédérale allemande » ! Lors qu'il a été mis en terre, Wunsiedel a été « assiégée » pendant plus de deux semaines par des néo-nazis qui voulaient y assister et se recueillir sur sa tombe. C'est à partir de ce moment que commence l'« histoire » des défilés de commémoration.

Les défilés et la mouvance néo-nazie

À partir de l'année 1988 vont commencer les défilés, tous les 20 août, pour commémorer la mort de Rudolf Hess. De 1988 à 2000 les néo-nazis vont donc manifester avec plus ou moins de succès. La campagne, jointe à la tolérance

de la Cour constitutionnelle, entraîna une banalisation de ce genre de manifestation.

À partir de 2000, les défilés à Wunsiedel prennent une ampleur toute particulière. Pour la mouvance néo-nazie, Wunsiedel revêt un caractère tout à fait spécial. Ce 20 août de chaque année, tout le mouvement néo-nazi, mais aussi d'autres tendances fascistes et d'extrême droite (même antagonistes) s'y retrouvent pour une quasi-fête populaire. Depuis 2003, le NPD (parti d'extrême droite) participe officiellement à ce défilé.

Wunsiedel permet également aux différents groupes et organisations de se rencontrer, de se faire voir et d'être vus, et cela même au niveau international, car en 2004, des militants de vingt et un pays étaient présents. C'est donc un lieu idéal pour tisser des liens et surtout pour motiver des gens encore peu actifs, de lancer des groupes ou de rejoindre des organisations. Cette manifestation a donc pour effet de structurer plus solidement le mouvement néo-nazi et elle permet également aux groupes les plus radicaux de nouer des contacts avec des partis politiques ; le NPD en l'occurrence. À côté de tout cela, il y a aussi un effet générationnel qui joue dans la mesure où les défilés commémoratifs existent depuis dix-sept ans et couvrent donc une période non négligeable de l'histoire de la mouvance néo-nazie.

Ainsi, à Wunsiedel, c'est un peu le passé qui rejoint le présent, les anciens militants croisent les jeunes. Des anciens Waffen-SS transmettent leur « héritage national-socialiste » aux jeunes militants et inscrivent ou tentent d'inscrire la mouvance dans une continuité historique en jetant des passerelles entre le passé et le présent. Il paraît donc évident que ces défilés commémoratifs sont importants





pour les fachos à plus d'un titre. Il ne s'agit pas seulement de quelques skin-nazis écrivains qui défileraient dans un bled paumé en Bavière... Même si certains voudraient le faire croire! Ces manifestations ont bel et bien une logique militante et s'inscrivent dans une stratégie politique bien définie.

Le 20 août 2004, 4 500 fascistes de tout bord ont défilé à Wunsiedel. Face à eux se sont retrouvés quelque 200 antifas radicaux... Outre le fait que quelques heurts ont éclaté, un bus de militants antifascistes a été attaqué. Suite à cela, les antifascistes ont lancé durant de nombreux mois une campagne de mobilisation.

Contre l'apologie du national-socialisme

Face aux difficultés qu'avaient rencontrées les antifascistes radicaux en 2004 et surtout pour envoyer un signal clair en 2005, année qui marque aussi les soixante ans de la défaite nazie, les antifas ont lancé dans toute l'Allemagne la Campagne contre l'apologie du national-socialisme. Cette vaste mobilisation devait empêcher par le biais d'une journée d'action antifasciste le défilé néo-nazi du 20 août, mais également combattre le révisionnisme historique.

Travestir l'histoire avait pris, cette année, une place importante dans leur démarche politique. Les théories de l'Allemagne victime ont pris plus d'importance qu'auparavant, y compris au centre de l'échiquier politique comme dans certaines couches sociales. Lors de la commémoration du bombardement de Dresde, un élu du NPD, Jürgen Gänsel, a employé le terme d'« holocauste par les bombes » pour évoquer ce bombardement par les Alliés en 1945. Cela a déclenché de très vives réactions, et il a même été question d'interdire le NPD.

Mais ce qui a été passé sous silence c'est qu'un historien renommé, apprécié des médias, Friederich Jörg, travestit l'histoire en tirant un trait d'égalité dans son livre *Der Brand* (l'incendie) entre les victimes réelles et les coupables. Il pratique le renversement des rôles et utilise des termes employés durant l'époque du national-socialisme (notamment des termes relatifs à l'extermination des Juifs) pour évoquer les forces alliées lors du bombardement de Dresde. Ainsi, il n'hésite pas à définir les escadrilles d'avions alliés de « Einsatzgruppen » (terme désignant les troupes qui liquidaient les populations civiles et les Juifs à l'Est), à désigner les abris antiaérien en feu de « crématoires » et d'écrire que la population civile de Dresde a été « exterminée ». Ce livre qui a connu un franc succès montre bien que le NPD n'a pas le monopole du révisionnisme!

De manière générale, bien des discours sont pour le moins ambigus. Le but est de faire passer les coupables pour des victimes par une subtile décontextualisation. C'est dans ce sens que la campagne contre l'apologie du national-socialisme a combattu le révisionnisme histo-

rique, d'ailleurs bien au-delà de l'affaire de Dresde, qui a plus attiré l'attention que bien d'autres polémiques similaires.

Les antifas ont réaffirmé avec force que « les coupables allemands ne sont pas des victimes ».

Pour essayer de relayer les différentes thématiques mises en avant par la campagne et pour organiser la mobilisation à la journée d'action antifasciste à Wunsiedel, des soirées d'information et de préparation ont été organisées (projection de films, brochures, etc.) dans de nombreuses villes. Cette vaste mobilisation a eu un certain écho dans les journaux locaux, et le problème du défilé de commémoration des néo-nazis a commencé à se poser.

Grâce à nos contacts avec les antifascistes radicaux d'Offenbourg, nous avons pu nous associer à la mobilisation. C'est ainsi que nous sommes partis avec les militants de Fröburg et d'Offenbourg en car pour rejoindre les sept autres bus qui partaient du Bade-Württemberg (une cinquantaine de bus pour toute l'Allemagne) pour aller à Wunsiedel. Nous avons appris tardivement que toutes les manifestations en relation avec Rudolf Hess avaient été interdites dans toute l'Allemagne. C'est dans cette optique qu'un certain nombre de bus se sont dérotés sur Nuremberg où le NPD avait soudainement, comme par hasard, déposé une demande de manifestation en relation avec la campagne électorale en Allemagne.

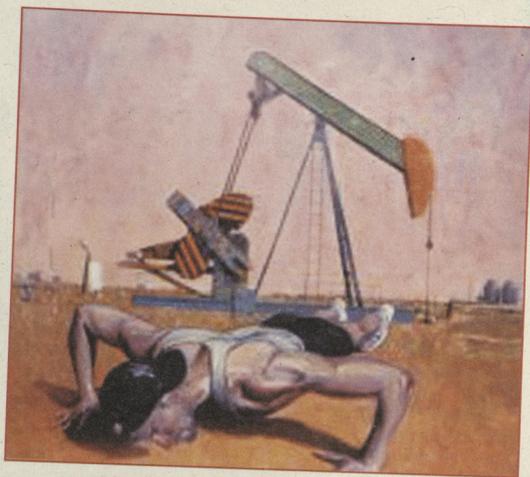
À Wunsiedel, la journée d'action a été réussie. Outre l'intervention d'un ancien déporté, la tenue d'un petit concert et de stands d'information, un cortège militant rassemblant quelque 2 000 antifascistes radicaux a manifesté à travers la ville. Seuls quelques fachos isolés étaient présents... Pour en revenir à Nuremberg, 300 antifas étaient mobilisés, et le défilé organisé par le NPD fut écourté. Les néo-nazis n'ont donc pas pu commémorer la mort du dauphin de Hitler cette année!

En ce qui concerne l'interdiction des défilés néo-nazis, il faut préciser que celle-ci s'est réalisée par le biais d'un nouveau texte de loi qui pourrait d'ailleurs aussi servir à interdire d'autres manifestations politiques, il s'agit donc d'être vigilant! Ce texte de loi ne préjuge en rien que l'année prochaine la situation sera la même. En Allemagne, les décisions des tribunaux pour autoriser des manif néo-nazies sont pour le moins aléatoires. De toute façon, si le défilé à Wunsiedel a été interdit cette année, c'est aussi en grande partie dû à la pression des antifas radicaux à travers leur campagne et au fait que 2000 d'entre eux s'étaient mobilisés dans cette ville de 10 000 habitants avec pour mot d'ordre d'empêcher les néo-nazis de commémorer la mort de Rudolf Hess! Depuis ces dix dernières années, c'est la première fois, le 20 août, que les antifas sont plus nombreux que les néo-nazis. Une forte mobilisation antifasciste est donc bien plus importante pour lutter contre les néo-nazis et les fascistes en général que les hypothétiques décisions de tribunaux!



Argentine

Richesse pétrolière et exclusion sociale



EN ARGENTINE, il arrive des choses qui paraissent unimaginables des décennies en arrière et auxquelles on ne pensait pas quand on avait le plein emploi, de bons salaires, un haut niveau de vie, des industries florissantes et des ressources naturelles à disposition. Depuis les privatisations des entreprises d'État, et plus spécialement celle de l'entreprise pétrolière YPF, dans les années 1990, durant le gouvernement de Carlos Menem, les habitants des villes proches des forages ont subi les plus grandes conséquences de ces politiques de privatisation.

Des milliers de travailleurs furent licenciés, mais ils ne firent pas qu'un peu pour réclamer leurs droits. C'est là précisément que nous rencontrons l'origine des piqueteros, parmi les travailleurs du pétrole, les premiers licenciés, qui barraient les routes dans le sud du pays (Chubut, Santa Cruz et Neuquen) pour protester contre la mise à disposition de l'entreprise d'État et se battre pour la défense de leur poste de travail (dans la province du nord de Salta, productrice elle aussi de pétrole, de graves conflits ont même eu lieu). Depuis, les luttes se sont intensifiées à cause de l'augmentation du chômage et de la pauvreté: aucun gouvernement jusqu'à présent n'a eu d'autre politique que celle de l'exclusion sociale et la vente du patrimoine national. À ce propos, c'est dans la province de Santa Cruz, où l'actuel président Nestor Kirchner fut gouverneur, que l'on a enregistré ces derniers mois de forts conflits: les manifestants ont réclamé aux autorités davantage de travail et des allocations de chômage, mais pour seule réponse, ils n'ont obtenu que répression, persécution et emprisonnement. Dans toutes les villes productrices de pétrole de la province, comme Las Heras, Caleta Olivia, Pico Truncado et Canadón Seco, on a pu voir de grandes mobilisations ou des révoltes pour mettre fin à

cette situation d'appauvrissement et d'abandon qui contraste grandement avec les énormes bénéfices des entreprises du pétrole.

Dans ces villes, il y a eu des grèves générales, des occupations de sites pétroliers par des travailleurs d'État, des ouvriers du pétrole, des chômeurs et la population en général. Les travailleurs calculent que les embarquements quotidiens qui partent du port de Caleta Olivia se chiffrent à huit millions de dollars, bien que personne ne puisse connaître les bénéfices de ces entreprises puisqu'il n'y a pas de contrôle sur ce qu'elles produisent, vendent, exportent ou facturent. Certains dénoncent le fait que le gouvernement de province est en train de percevoir des dividendes à un prix très inférieur à la réalité, 12 % par an, payé en pesos argentins. Il s'agit de dividendes qui figurent parmi les plus bas de la planète. L'Argentine cède son pétrole aux multinationales à vil prix. L'argent sert à payer la dette extérieure, dette par ailleurs prouvée comme étant frauduleuse, illégitime et illégale après la sentence du juge Ballesteros sur la base des enquêtes et des protestations du journaliste Alejandro Olmos. Pourtant, l'argent que l'on nous dit ne pas avoir pour augmenter les salaires se trouve accumulé dans une caisse pour payer les usagers internationaux. Il ne faut pas oublier que la province de Santa Cruz, l'une des plus riches du pays, en plus des ressources pétrolières et du gaz, possède aussi de l'or et une pêche abondante – richesses qui ne sont pas encadrées par un quelconque impôt progressif, alors qu'elles sont aussi exploitées par des entreprises étrangères. Il faut également savoir que cette province de Santa Cruz, située en Patagonie, a une superficie de 243 943 kilomètres carrés pour une population totale d'à peine 197 000 personnes, d'où une densité démographique très basse: 0,80 habitant au kilomètre carré.

Aujourd'hui, avec l'augmentation du prix du baril, les entreprises, comme l'espagnole Repsol-YPF, se sont enrichies à des niveaux jamais vus. L'Espagne, de productrice et exportatrice de jambons, est devenue en peu de temps une puissance pétrolière, sans avoir de pétrole sur son territoire. L'Argentine s'est transformée en une colonie pour les capitaux et les puissances étrangères, en tant que fournisseuse de matières premières et de richesses, avec pour seul échange la misère et l'exclusion sociale. En continuant à ce rythme de surexploitation, l'Argentine devra importer du pétrole d'ici à deux ans, puisqu'elle pille littéralement ses réserves et les exporte, sans même chercher de nouveaux gisements.

Paradoxe. Pendant que l'augmentation du prix du pétrole relance les recherches et l'exploitation dans des zones autrefois considérées comme économiquement non viables – comme au Brésil et maintenant en Uruguay –, en Argentine, le phénomène attire des entreprises internationales qui ne font qu'achever l'extraction pour profiter du marché au bon moment.

L'Argentine avance vers une nouvelle dépendance au pétrole importé et elle aura de nouveau besoin de la Bolivie pour s'alimenter en gaz. Et un pays comme l'Espagne, sans réserves pétrolières, est parvenu à transformer son entreprise Repsol en une puissance mondiale grâce aux réserves argentines!

Pendant ce temps, le gouvernement s'appête à réprimer promptement quelque manifestation que ce soit, et plus encore lors du prochain sommet des Amériques qui se déroulera en novembre dans la ville de Mar del Plata (Argentine) et qui comptera avec la visite du maître du monde, l'illustre président nord-américain George Bush.

Eva Troxder
Argentine

L'immigration, entre réalité et fantasmes

Propos recueillis par Patrick Schindler

Groupe-claavaash@federation-anarchiste.org

LES EXPERTS SONT UNANIMES sur le besoin en main-d'œuvre étrangère, pour des raisons démographiques et économiques. Mais les politiciens câressent leurs électeurs les plus nationalistes en déguisant le mythe de l'invasion sous les nouvelles formules de « quotas ou flux migratoires », en renforçant les expulsions, en construisant des centres de rétention et en créant une police spécialisée dans la traque aux sans-papiers. Ces mesures, renforcées par les lois successives des différents ministres de l'Intérieur, de Pasqua à Sarkozy en passant par Vaillant, ont une constante: le refus de la régularisation globale, une politique de sélection de la « bonne » et de la « mauvaise » main-d'œuvre, selon les fluctuations du marché. Ce néo-colonialisme est particulièrement favorable aux patrons, qui puisent allégrement dans la manne offerte (hors taxes) par les travailleurs clandestins, sans papiers et donc sans droits. Quant aux immigrés arbitrairement qualifiés de « nuisibles », ils sont raflés au faciès sous prétexte de contrôles, expulsés en groupe par charters spécialement affrétés et ceci au mépris des textes internationaux. Pourtant, les démographes et économistes d'Eurostat¹ soulignent le faible taux de natalité, dont les répercussions se feront sentir à partir de 2030, particulièrement en Espagne, en Italie et en Allemagne. À cette date, l'Espagne, pour maintenir son niveau de vie, devra accueillir 3,6 millions d'immigrés et l'Allemagne, avec 5,2 millions d'arrivants, parviendra à peine à maintenir son équilibre, en passant de 82,6 à 81,1 millions d'habitants. Même problème en Pologne et dans les pays baltes, qui ne limiteront la casse qu'en devenant à leur tour des pays d'immigration.

Pour autant, les États européens refusent de reconnaître qu'ils ont besoin des étrangers, face à la diminution annoncée de 20 millions de travailleurs entre 2010 et 2030. En même temps, ils recourent massivement à la main-d'œuvre irrégulière dans les secteurs de la restauration, de l'agriculture, du bâtiment et de la confection. Et les concepts de « gestion des flux et politiques de quotas » instaurés par exemple en Italie n'empêchent pas que 62,5 % de la population employée dans l'agriculture le soit illégalement. La France, bien classée en matière d'embauche au noir, a le grand privilège d'en faire encore des enfants, et

donc n'aura besoin que de 1,6 million d'étrangers d'ici à 2030. De quoi justifier les discours sur les envahisseurs et autres plombiers polonais... Dans l'Hexagone, on assiste à la mise en place d'une politique d'immigration à deux vitesses, avec d'un côté celle qualifiée de « subie » (les parasites présumés: demandeurs d'asile ou sans-papiers) et de l'autre, l'accueil des « talents » (étudiants et professionnels étrangers qualifiés). Pour leur part, les grands patrons appellent à la « mobilité de la main-d'œuvre qualifiée », et Thierry Breton propose de recentrer les bourses aux étudiants étrangers sur les « filières stratégiques ». À qui reviendront les petits boulots non qualifiés ou dangereux, sinon aux travailleurs sans papiers, sans droits et sans statut, attirés par l'abondance de notre gras pays? En suivant cette logique de l'immigré « désirable » ou non, on comprend mieux pourquoi le gouvernement réduit les règles du statut de réfugié. En 2003, « de vil pain » a ramené de 30 à 21 jours le dépôt du dossier et réduit de 15 jours le délai de recours. Or, il tombe sous le sens que les preuves matérielles de persécutions physiques et morales ne sont en général pas consignées dans les certificats délivrés par les pays d'origine! Combien d'étrangers sont ainsi renvoyés dans les mains de leurs bourreaux pour des raisons nationalistes, étriquées et paranoïaques? Sur sa lancée, le gouvernement, après avoir réduit l'AME² a profité de l'été pour publier deux nouveaux décrets dont le premier supprime le principe déclaratif, base de l'aide sociale depuis plus d'un demi-siècle, qui permettait à des personnes en situation de besoin de justifier par déclaration écrite de leur identité ou de leurs ressources. À présent, le demandeur doit justifier une présence ininterrompue de trois mois sur le territoire français à l'aide de papiers parfois très difficiles à obtenir, ou bien très onéreux, tandis qu'il est également prévu de faire assumer les prestations, normalement prises en charge par l'AME, par les personnes tenues à l'obligation alimentaire vis-à-vis du demandeur. Le second décret permettrait la mise en application de la loi de 2002, mettant fin à la gratuité des soins pour les bénéficiaires de l'AME, ouvrant la porte aux assurances privées et à l'inégalité d'accès aux soins, principalement pour les étrangers.

René Schérer
venu parler d'hospitalité
sur Radio libertaire s'est
également exprimé sur les
zones d'attente et les
conditions d'accueil des
étrangers en Europe.
Pour le philosophe,
il s'agit de zones
de non-droit qui fabriquent
l'exclusion et vont à l'encontre
des principes utopiques
d'hospitalité pensés par
Kant, Proudhon et Fourier.¹



Le Monde libertaire: Les zones d'attente ont-elles des ancêtres?

René Schérer: Les dispositions d'une mise en attente de l'étranger arrivant dans la cité remontent à la plus haute tradition du rationalisme philosophique. Le Platon des lois décrit le traitement réservé aux visiteurs (simples curieux, marchands ou sages utiles), qui consiste à éviter la contamination par les mauvais exemples. Il témoigne de la distance qui va s'établir entre la raison du politique, soucieux de la seule cité, et l'esprit de l'antique hospitalité, celle qui consistait en l'accueil inconditionnel de l'étranger, sans même lui demander son nom. Dans le monde moderne, au moment de leur conception en 1945, les zones d'attente étaient plutôt vouées à faciliter l'accès des étrangers, tout en les soumettant à un contrôle, mais sans trop ouvrir les portes tout de même! Elles correspondent à une préoccupation d'égoïsme national essentielle et à la protection de l'État-nation contre une immixtion indésirable. Elles sont devenues, aujourd'hui, l'expression de l'intolérable et de la monstruosité moderne.

Le Monde libertaire: Comment qualifier les zones d'attente?

René Schérer: Il s'agit de lieux inhospitaliers aussi illégitimes que le Code noir colonial. Les zones d'attente en ont le vice interne et la monstruosité. En effet, dans les empires coloniaux, le Code noir indiquait les attitudes pres-



crites envers les humains considérés comme marchandise, c'est-à-dire « les esclaves nègres ». Or, ni l'un ni l'autre ne sont un code, puisque pour entrer dans le droit, il leur manque une seule condition: que les hommes concernés soient libres. Les étrangers placés en zones d'attente, s'ils sont à leur arrivée considérés comme libres, après avoir subi les brimades, l'indifférence, l'ignorance et l'absence de réponse de la part de l'administration, sont ramenés au rang d'esclaves, plus concrètement de « bêtes encagées », privés d'hygiène et n'ayant même pas la possibilité de satisfaire leurs besoins naturels.

Le Monde libertaire: Que penser du discours officiel?

René Schérer: Les services de police ne produiront jamais de rapport sur les zones d'attente, puisqu'ils sont tout simplement la seule cause de leur existence. Cette absence de procès verbal retire pour toujours la parole à ceux qui ne peuvent s'exprimer, n'en ont ni le droit, ni même l'accès à la simple possibilité d'avoir un droit. Ces lieux sont constitués pour fabriquer l'étranger en soi, absolu, ils évoquent l'exil dont parle Georges Perec à propos d'Ellis Island, l'ancêtre des zones d'attente pour les immigrants aux États-Unis: « le lieu de l'absence de lieu, le non-lieu, le nulle part ». D'un régime de droit d'accueil où la justice peut intervenir à tout moment, nous sommes passés à un régime administratif au pouvoir discrétionnaire ou « régalién », dans lequel la gestion est presque exclusivement réservée à la police.

Le Monde libertaire: Pourquoi un renforcement des contrôles?

René Schérer: Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont appelé au renforcement du contrôle contre l'immigration, alors que l'Union européenne ne comptait que 3,5 % d'étrangers, c'est-à-dire 13 millions de non-communautaires, sur plusieurs centaines de millions d'habitants. Seule donc, la représentation, le fantasme ou la psychose d'une « sécu-

rité imaginaire » ont créé le nouveau spectre qui hante l'Europe. Malgré ses réserves de principe contre le sujet de prédilection cher à l'extrême droite, Schröder et les démocraties européennes de toutes tendances pratiquent une politique autoritaire affiliée, sous prétexte de ne pas lui en laisser l'exclusivité. Mais le choix des mots n'est pas anodin, il met la mystification à l'œuvre, se cachant derrière des termes qui font savants, techniques, renseignés. « Flux migratoire » peut, à l'occasion, sonner très scientifique, très philosophique, tout en entraînant une paradoxale confusion d'idées, qui ne soulève, dégage et ne conceptualise aucun problème: il demeure un mot très éloigné de la réalité quotidienne.

Le Monde libertaire: Comment en finir avec les zones d'attente?

René Schérer: Il convient de dénoncer les zones d'attente, mais il faut également mener une lutte sur le terrain du principe, de l'orientation d'esprit. En ce qui concerne l'étranger, l'imposture consiste à présenter la « maîtrise de ses flux » comme une tâche raisonnable du politique, philosophiquement justifiable, au risque de se transformer en « moralistes politiques », expression par laquelle Kant stigmatise les supporters du pouvoir. À l'égard des zones d'attente, « tolérance zéro », le stupide slogan tant chéri des ministres de l'Intérieur, seul, aurait un sens!

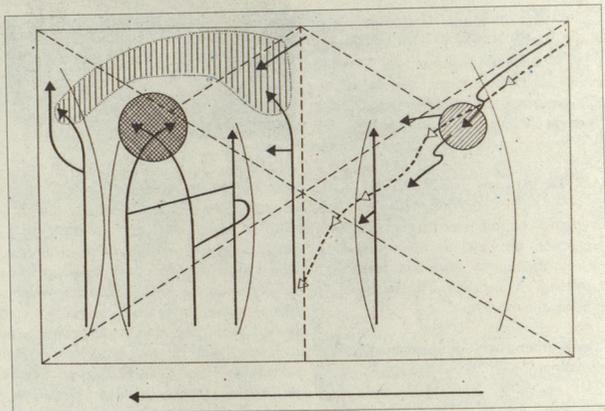
1. René Schérer a enseigné à Vincennes aux côtés de Michel Foucault, Félix Guattari et Gilles Deleuze. Il était l'invité de « Pas de quartier » le 12 avril 2005 sur Radio libertaire et a évoqué l'héritage de l'hospitalité de l'Antiquité à l'utopie anarchiste (voir le hors-série du Monde libertaire de l'été 2005). Son dernier ouvrage Hospitalités, éditions Economica 2004 reprenant *Zens hospitalier, éloge de l'hospitalité*, publié chez Armand Colin en 1993 est disponible à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, où nous espérons le recevoir prochainement.

2. Organisme de statistiques de la Commission européenne.

3. Aide médicale d'État.

Pierre-Joseph Proudhon

La dialectique sérielle



Jacques Langlois

À QUOI SERT LA DIALECTIQUE ? Cela permet d'avoir une méthode d'analyse qui met les différentes facettes d'un problème ou d'une situation en relation les unes avec les autres. Cela autorise une approche systémique des problèmes par repérage et étude des interdépendances entre les facteurs de la réalité, de suivre les sinuosités du réel. Cela proscrie les pensées dogmatiques du noir et blanc, du tout ou rien. Cela fait que l'approche des problèmes d'action est préparée par celle des tenants et aboutissants de la situation à laquelle répondre dans une stratégie lucide et raisonnée au lieu de se contenter d'une approche romantique, activiste et « volontariste ».

À quoi sert de mener une action de changement si la situation fait qu'elle est contre-productive, pleine d'effets néfastes non voulus et pervers parce que l'on n'en a pas mesuré les conséquences avant de la conduire ? Les socialistes socio-libéraux ont, en cela, imité les libéraux pur sucre pour lesquels il n'y a que du *wait and see* empirique, pour lesquels il est inutile de bâtir des projets puisque la société résulte du choc aléatoire des volontés individuelles et groupusculaires. Ainsi, quand ils plafonnent la demi-part d'impôt attribuée aux enfants d'un couple, au nom de la justice verticale (abaisser les inégalités de revenu disponible après impôt entre familles riches et pauvres), ils négligent la justice horizontale pour laquelle à même revenu les conditions de vie ne sont pas les mêmes entre familles nom-

breuses et célibataires (ce pour quoi, justement, le quotient familial et les allocations familiales, en baisse constante sous les différents gouvernements, avaient été établis). C'est que les socialos en peau de lapin n'ont pas pris la peine d'étudier quels étaient les principes et les conditions de la justice. De même, ceux qui partent du principe que l'échange marchand et économique (voir Marx qui, sur ce point, inaugure avec Saint-Simon la disparition du registre politique) régule seul le fonctionnement harmonieux de la société font l'impasse sur le registre politique.

Il y a trois sortes de dialectique : celle des contraires qui s'opposent et s'excluent (exemple : le jour et la nuit), celle des contradictions qui se développent dans le temps et incluent donc une dynamique intrinsèque (thèse, antithèse, synthèse, celle de Hegel reprise par Marx prétendant la remettre sur pied contre l'idéalisme et pour le seul matérialisme) et celle des contradictoires. Cette dernière est celle du proudhonisme. Cela veut déjà dire que les termes contradictoires (exemple : autorité et liberté ou égalité et liberté) sont à la fois en opposition et en combinaison. Ils forment un couple de tension et de composition, une *antinomie*. Il n'y a pas de synthèse. On a déjà vu des couples de ce type : sujet et objet, idée et matière, corps et esprit, division (du travail) et unité (du collectif de travail). Le couple antinomique le plus connu est celui de l'autorité et de la liberté. Cela

montre déjà que la théorie de la connaissance et la dialectique proudhoniennes fonctionnent en même temps et s'enrichissent mutuellement.

La synthèse hégélienne est donc rejetée, déjà pour des raisons de méthode: « L'antinomie ne se résout pas; là est le vice fondamental de toute la philosophie hégélienne. Les deux termes dont elle se compose se balancent, soit entre eux, soit avec d'autres termes antinomiques... Une balance n'est point une synthèse. » (De la Justice). « La synthèse ne détruit pas réellement mais formellement la thèse et l'antithèse... » (Création de l'ordre). Les termes de la contradiction ne disparaissent pas et c'est justement cela qui crée la dynamique sociale: « Les termes antinomiques ne se résolvent pas plus que les pôles opposés d'une pile électrique ne se détruisent [...]. Ils sont la cause génératrice du mouvement, de la vie [...]. Le problème consiste à trouver non leur fusion qui serait leur mort mais leur équilibre, équilibre sans cesse instable, variable, selon le développement même des sociétés. » (Théorie de la propriété, posthume, 1866). C'est le couple de tension conflictuelle, mais en même temps de coopération forcée, entre les contradictoires qui engendre tout mouvement (lequel est l'antidote de l'absolu qui est suppression du mouvement, donc de la vie). Il serait donc très malencontreux de supprimer les conflits, lesquels résident dans la nature contradictoire des choses et de l'usage qu'en font les acteurs sociaux pour défendre leurs intérêts et leurs opinions justificatrices de ces derniers.

Cela explique pourquoi Proudhon n'a pas rejeté la guerre qui pour lui était le conflit, ce dernier étant nécessaire à la vitalité et à la créativité immanentes des sociétés et qu'il voyait se développer essentiellement dans l'ordre économique. En même temps, cela lui évitait de rêver d'une société pacifiée, statique, transparente à elle-même. On voit là que tous les discours, fussent-ils socialistes, sur l'unité, le rassemblement sont profondément menteurs: il ne s'agit pas de postuler l'unité, de réclamer l'union mais de négocier entre acteurs sociaux pour résoudre provisoirement les conflits dans des conventions sociales dont l'émergence dépend des rapports de force.

Une autre image consiste à dire que les deux pôles contradictoires sont les extrémités d'une règle avec curseur. Ce dernier établit la puissance d'un des pôles sur l'autre à un état d'équilibre donné. Je devrais dire plutôt d'équilibrage. Car s'il y a bien une position statique du curseur à un moment donné, les deux termes de l'antinomie étant « en balance », il y a aussi déplacement de ce dernier en fonction des luttes sociales et des évolutions en tout genre. Car si « la balance » (terme qui a fait traiter Proudhon d'esprit comptable!) des deux termes en tension dépend des circonstances dans le temps et dans l'espace, le déplacement du curseur, notion dynamique dialectiquement liée à la précédente, relève des combinaisons possibles

avec d'autres termes ou d'autres antinomies (ainsi le triptyque autorité, liberté, égalité) qui par analogie forment un réseau, une « série ».

Il dépend aussi des évolutions, par exemple technologiques ou sociales. Au passage, notons donc que la dialectique relie entre elles la statique et la dynamique des choses, et que cette dernière suppose une activité d'anticipation sur la base de l'état des problèmes (tenir compte du passé et du présent) et non seulement sur des volitions, des utopies, des idéaux intemporels et a-topiques, des sentiments généreux mais irréalisables.

Cela explique en partie que la révolution chez Proudhon est une utopie parce que les situations sociales se situent dans le changement à préparer par un réformisme avant tout social, sans concession sur les buts de changement, mais réaliste sur ses étapes à condition qu'elles marquent un progrès irréversible. Ainsi, la relation entre le capital et le travail n'est pas que d'opposition, conduisant automatiquement à sa suppression en tant que propriété privée des moyens de production. Le capital est aussi une nécessité comme moyen de production de plus en plus efficace. Il faut donc le financer en dehors des capitalistes privés, d'où la nécessité du crédit mutualisé dans la Banque du peuple (1849) afin que le travail puisse se cristalliser dans la création des moyens de production. Ainsi, la production et la consommation sont-elles liées horizontalement, et non hiérarchisées (production en premier chez Marx, prétendue royauté des consommateurs dans le capitalisme consumériste actuel) par le processus de l'échange. D'où la superbe association proudhonnienne entre la « Marianne des champs et la sociale des cités » au sein du « Syndicat général de la production et de la consommation ». Rappelons que cette idée a été émise par Proudhon avant 1860...

Proudhon repère aussi des présupposés cachés dans la méthode de la synthèse; il pense que « la synthèse est antérieure et supérieure aux termes qu'elle unit » c'est-à-dire qu'elle contient un danger d'évolutionnisme automatique, et qu'elle est « gouvernementale », en ce sens qu'elle camoufle une pensée de l'ordre, une représentation a priori de l'analyse, interprétation dont l'analyste est le seul juge, forcément différente de la réalité et justificatrice de l'état injuste des choses. Il n'y a donc que des équilibres instables entre termes contradictoires. Par exemple, toute société est une combinaison d'autorité et de liberté, laquelle ne peut être réduite à zéro même dans le cas de l'esclavage. Mais cette combinaison est propre à chaque société. Ainsi, lors de la Révolution française, Hegel pensait que la liberté démocratique dans un État rationnel est la synthèse. Proudhon disait qu'en réalité, et non formellement, le curseur s'était déplacé encore plus vers l'autorité, la puissance de la chambre des représentants devenant encore plus absolue, notamment parce que la première république s'est prétendue détentrice de la sou-





veraineté, en tant que microcosme représentant du peuple par le biais du suffrage. Dans cette conception, la souveraineté est considérée comme absolue et indivisible, ce qui néglige la diversité, par exemple des dix-huit provinces de l'Ancien Régime et de leurs libertés locales. Enfin, un roi peut avoir un cœur alors qu'une masse indivise de représentants réunis dans une chambre globalisée n'en a pas. De même la guerre et la paix forment un couple de contradictoires indépassables. On voit l'originalité des résultats produits par la dialectique proudhonienne à la faveur d'un des aspects de la Révolution française.

Prenons un autre exemple. Pour Tocqueville, et l'essentiel de la pensée politique libérale, il y a opposition entre la liberté et l'égalité. L'égalité absolue conduit à une synthèse en quelque sorte totalitaire. La liberté totale peut conduire à une simple collection d'individus sans lien social. Tocqueville raisonne en termes de suppression d'un des deux pôles d'une contradiction qui n'est construite que pour justifier idéologiquement l'opposition libérale à l'égalité. C'est une représentation idéologique que la dialectique proudhonienne permet de révéler. En réalité, liberté et égalité ne sont pas seulement en opposition. Elles sont aussi en relation de composition, de combinaison dans une configuration spécifique à chaque époque et chaque société. C'est une fausse opposition. En effet, si l'on veut, par exemple, la participation libre des citoyens à la chose publique ou à la production marchande, il faut qu'il y ait égalité suffisante. Car pour coopérer, il faut être reconnu et écouté. Du reste, si on ne l'est pas, il n'y a pas de liberté. Mais pour être considéré, il faut *a minima* être reconnu dans son égale dignité. Et cela ne peut pas se réduire à un sentiment ou à un droit théorique. Car l'égalité se prouve et s'éprouve à partir de la comparaison de sa situation réelle avec celle des autres. L'égalité ne saurait être purement politique. Elle nécessite aussi une certaine

matérialité. C'est du reste ce que regrette l'aristocrate Tocqueville avec cette démocratisation issue de l'égalisation des conditions qu'il avait constatée et analysée aux États-Unis. Ce qui, chez Proudhon, débouche sur la justice objective, car sans égalité observable de traitement entre individus comparables il n'y a pas de possibilité d'encourager la coopération entre eux. Or cette dernière est bien plus productive que la rivalité et bien plus satisfaisante sur le plan de l'équilibre mental individuel et de la sérénité des relations intersubjectives et sociales.

Il n'y a pas non plus d'opposition entre individu et société, qui existent tous deux mais s'interpénètrent, la personne étant par construction imprégnée par le social qui lui préexiste, et la société étant sujette à la créativité des individus et des groupements, de même qu'aux conséquences de leurs conflits. Égalité économique et politique relèvent aussi d'une combinaison et non d'une opposition stricte : « Entre l'égalité et le droit politique et l'égalité et le droit économique, il existe un rapport en sorte que là où l'un des deux est nié, l'autre ne tardera pas à disparaître... » (*Capacité politique*). Cela est la source du fédéralisme proudhonien, qui est à la fois politique, social et économique (*Le Principe fédératif*, et la *Capacité politique des classes ouvrières en France*).

La dialectique proudhonienne est, en outre, sérielle. « Les idées après avoir été déterminées individuellement par leurs rapports contradictoires ont encore besoin d'une loi qui les groupe, les figure, les systématise [...] ». Un dernier instrument dialectique devient donc nécessaire, or cet instrument que peut-il être sinon une loi de progression, de classification et de série, une loi qui embrasse [...] l'antonomie elle-même. » (*Système des contradictions économiques*). Cela veut dire que les contradictions forment une totalité, un ensemble, un système dans un domaine donné : « La série, c'est-à-dire [...] un rapport différentiel engen-

drant synthèse, totalisation, groupe. » (*De la création de l'ordre dans l'humanité*). Ainsi division du travail, monopole, concurrence, monnaie, crédit, propriété, forment une série, dont les termes en relation sont à examiner, couple par couple, et dans leur rapport à la configuration générale de ladite série :

« La série est un assemblage d'unités rassemblées par un lien commun que nous avons appelé raison ou rapport. » (*Création de l'ordre*). En politique, suffrage, Constitution, institutions, culture politique, passivité ou implication du citoyen, consensus actif ou passif, maille territoriale forment une série de termes contradictoires, en balance mutuelle, en équilibre instable, en mouvement perpétuel, et immanent à la société (d'où la devise « ni Dieu ni maître » en dehors de toute providence sacrée et de toute domination par la force ou le savoir ou la propriété), la série les combinant en une *totalité* à déchiffrer dans sa complexité d'ensemble. Comment repérer les séries? Notre auteur y procède par comparaisons et analogies, proximités de domaines en influence réciproque, largement tirées de l'histoire, et toujours dans une approche dialogique de mise en relation des choses.

C'est une approche « systémique », la chose n'ayant été théorisée qu'un siècle plus tard. C'est un travail d'analyse rigoureuse des interdépendances, même si un seul individu peut se tromper.

C'est pourquoi la mise en débat public des analyses est nécessaire pour créer peu à peu la raison collective. Cela explique pourquoi Proudhon tenait tant aux libertés d'association, de réunion et de publication pour assurer le pluralisme. Ces libertés furent durement acquises. L'emprise de l'État s'est estompée, mais pour faire place aujourd'hui à la domination des médias dirigés par le capital et par la dictature de l'audimat, c'est-à-dire de la maximisation du profit financier de leurs propriétaires.

J. L.

62^e Mostra de Venise

Une Mostra de sensations et de sentiments

Heike Hurst

1. Une pierre des « Rocheuses » dans le jardin de Bush

TOUT LE MONDE a vu au cinéma ou à la télévision ou en DVD son film *Tigre et Dragon*, *Crouching Tiger, Hidden Dragon*. Bien avant déjà, Ang Lee nous avait fait rire et pleurer avec *The Wedding Banquet*, *Eat Drink Man Woman*, mais surtout avec *Raison et Sentiments* et *Ice Storm*, où pointait la douleur provoquée par les interdits qui s'exercent par une société pudibonde sur des jeunes gens, leur barrant la route dès qu'ils empruntent des chemins non balisés. Car en Amérique, on ne rigole pas avec tous ceux qui n'entrent pas dans le schéma dominant de l'homme viril ou de la femme sexy. « Pourquoi *Brokeback Mountain*, explique Ang Lee, parce que nous avons tous un « *Brokeback Mountain* » dans notre cœur. Et ce n'est pas seulement de « dos cassé » qu'il est question, mais c'est aussi de cœurs et de vies brisées que parle ce beau film qui vient d'obtenir le Lion d'Or à Venise. Car si le film prend le parti de nous conter une histoire d'amour, une rencontre qui bouleverse la vie de Ennis et Jack,

Heath Ledger et Jake Gyllenhaal, tous deux excellents, il est aussi une pierre des « Rocheuses » dans le jardin de l'Amérique de Bush. Réalisé d'après une nouvelle d'Annie Proulx, « an epic short story » selon Ang Lee, le film peint tout en délicatesse les difficultés de vivre l'amour au quotidien contre le qu'en-dira-t-on et les commérages d'une petite ville. On aura rarement parlé de façon aussi poignante de la fin d'une Amérique, celle d'exploitants de petits ranchs en ruine. Une peinture de l'autre Amérique loin des westerns ou de la Californie gay... Car, ici, il y a eu une vie d'avant la rencontre, d'avant l'aventure des montagnes avec les chevaux, l'ours et les moutons. Hors de question de ne pas tenir des engagements, Ennis le taciturne ne trouvera pas de solution pour rester intègre vis-à-vis de femme et enfants de la vie d'avant. Mais les responsabilités prises lui interdisent l'égoïsme de l'accomplissement individuel. L'éthique des personnes et du film interdit tout simplement d'appeler cela un « western gay » comme il a été fait à tort et à travers. Ang Lee peint en plus avec inspiration les différents milieux : la petite bourgeoisie, les éleveurs de chevaux, le désarroi et l'ennui des soirs de solitude.

Brokeback Mountain (Heath Ledger et Jake Gyllenhaal) de Ang Lee.



2. Trêt tôt ou trop tard ?

Un critique vénitien remarquait avec finesse que le film de Ang Lee arrivait trop tôt dans le programme et celui de Meirelles trop tard : en tout cas *The Constant Gardener* de Fernando Meirelles, programmé le dernier jour du festival, a été oublié dans le palmarès. Un film brûlot contre l'industrie pharmaceutique qui cache, sous le prétexte de dons généreux et d'aides à l'Afrique, des expérimentations criminelles et des profits crapuleux. D'après le livre de John Le Carré, hommage à Yvette Pierpaoli, militante tuée dans un accident de voiture, d'origine criminelle. Tourné au Kenya, le film met en scène un diplomate britannique (Ralph Fiennes) et sa jeune femme engagée (Rachel Weisz) qui vont payer de leur vie le courage d'avoir soulevé un peu le voile de ce



La vida secreta de las palabras de Isabel Coixet (Sarah Polley et Tim Burton).

trafic de vies humaines sous couvert de science et de recherche. Le film nous emporte un peu comme *le Patient anglais* grâce aux acteurs qui créent une émotion intense. Sinon, il faut aimer la caméra folle de Meirelles, assez fidèle à son inspiration déjantée sur *Cité de Dieu* (Cidade de Deus). Il travaille avec le même opérateur (César Charlone) et nous envoie des clips de beauté africaine, de paysages au clair de couleurs psychédéliques. Les jeunes ciné-philés européens lui ont attribué leur prix.

3. George Clooney n'est pas un clown...

Même s'il a fait la ronde en saluant la foule comme un candidat aux élections, tellement il était heureux d'avoir été distingué par le jury vénitien pour *Good Night and Good Luck*, et cela deux fois : pour avoir écrit le scénario – avec James D. Bissel – et pour son acteur principal David Strathairn. Un film hommage au courage d'un journaliste anti-maccarthyste, Edward R. Murrow, qui permet à Clooney d'honorer aussi la mémoire de son père, journaliste d'un quotidien pendant plus de trente ans. C'est un film de plus sur l'engagement de tous ces Américains, hommes et femmes, qu'on ne pourra manipuler. Ceci dit, le film de Clooney n'est pas un film-cinéma, mais un travail correct sur le télé-journalisme. Mais il est important de signaler qu'un acteur, même populaire, prend des risques quand il s'oppose à une politique de mensonge et de complot entretenue par le pouvoir. C'est donc le courage de Clooney, dont les positions contre la guerre en Iraq, sont connues, qu'il s'agit de souligner.

Une Mostra politique : « Toutes les femmes ont un secret... »

Miyazaki a obtenu un Lion avec un de ses plus beaux films, *Nausicaä*, inédit en France : pourquoi y a-t-il tant d'héroïnes féminines dans vos films ? Parce que, dit-il avec un sourire malicieux, parce que « toutes les femmes ont un secret ».

D'après Isabel Coixet, les paroles ont aussi

leur secret : *La vida secreta de las palabras* met en scène Hanna, Sarah Polley, échouée et survivante d'une guerre, qui s'occupe d'un grand brûlé passagèrement aveugle, Tim Robbins. Sur une plate-forme de forage, en pleine mer, les « palabres » s'avèrent difficiles. Chacun gère cette situation hors norme à sa façon, le cuisinier, en faisant un met de pays différents tous les jours. Un chercheur, en comptant les vagues... Le malade en imaginant son infirmière. De ce silence – comme le soulignait magnifiquement Teresa Mangiacapra qui attribua le Prix Lina Mangiacapra à ce film – émerge la possibilité d'une écoute vraie et l'avènement de la parole, seule passerelle véritable vers l'autre.

1. Un « porno verbal » ?

Wuqiong dong (*Moto perpetuo*) de Ning Ying. *I love Beijing* et surtout ses documentaires ont fait connaître Ning Ying. *Moto perpetuo* réunit sous un prétexte quatre femmes dans la maison avec « courtyard » à l'ancienne à Pékin. Les actrices sont des femmes « en vue », des personnalités de la société chinoise réelle. Ce sont quatre portraits irrespectueux de femmes, « une provocation de femmes par les femmes » comme l'explique Ning Ying qui se dit lasse de l'image de la femme asiatique soumise et dépendante diffusée surtout en Occident. C'est un film défi : il en sort la peinture haut en couleur de la femme chinoise d'aujourd'hui, parlant un langage cru, accro' aux sensations, dévorant la vie. Un plat de pieds de poule est dégusté, mangé à pleines dents. On peut rire de toutes les allusions érotiques continues dans cette scène qui ne fait que retarder l'enjeu véritable du film. Et Mao, les pères craints et aimés à la fois, passent en revue. Le passé est traversé pour enrichir ce présent toujours fuyant, toujours prêt à se dérober. L'amour, la seule valeur à qui personne ne veut renoncer.

3. Tourisme sexuel : vers le sud

Laurent Cantet présentait à Venise *Vers le sud*, un film sur le tourisme sexuel, pratiqué et vu par

les femmes. Femmes qui racontent dans une partie quasi documentaire leur solitude, l'impossibilité de nouer des liens chez elles, dans leur pays, dans leur lieu de travail... parce que les hommes ne veulent pas de relations sexuelles avec des femmes qui ont dépassé la cinquantaine... alors qu'à Haïti, des jeunes garçons et des hommes de n'importe quel âge viennent vers elles. Certes, elles paient pour cet amour. Mais le film ne juge pas, montre surtout le besoin d'affection et de chaleur humaine. L'aspect sordide de la vente-achat de services est complètement absent du film. Le bonheur arraché à la misère jusqu'à ce que la réalité d'une dictature, le Haïti des Duvalier et des tontons macoutes, fasse irruption et achève sa sinistre mission en éliminant tous ceux ou celles qui cherchent à transgresser les règles.

4. Jouer l'attente

Attente de Rashid Masharawi. En revanche, aucune règle ne tient pour le casting à long cours entre les camps palestiniens de Jordanie, de Syrie et du Liban. Le film nous apporte un des plus beaux exemples d'un cinéma vivant fait avec des bouts de ficelle et beaucoup de vidéos amateur : comment jouer l'attente ? Que le gouvernement négocie, que le retour soit possible, qu'on obtienne des nouvelles, qu'une Palestinienne d'un camp du Liban puisse aimer un Palestinien de Naplouse... prétexte à un film identitaire qui s'impose par sa simplicité : le théâtre national palestinien recrute des acteurs... peu importe qu'il soit bombardé, peu importe que le réalisateur ne pense qu'à s'en aller ; tout le monde, les femmes en particulier, espèrent... un jour, cette attente sera finie. L'attente d'un lieu, d'un espace de vie, ne sera plus vaine.

Quelques miettes pour les oiseaux de Nassim Amaouche, autre film réalisé sur les frontières entre la Jordanie et l'Irak, un *no man's land* occupé par les petits vendeurs à la sauvette, capte la survie entre guerre réelle et guerre larvée : ce court métrage de 28 minutes a le mérite de montrer le cinéma au travail dans toute sa complexité : quand on cherche des rencontres et des images, quand on veut tourner, quelle position éthique adopter ? La fiction nous sauve-t-elle de cette responsabilité ? Ici, un hôtel perdu dans un nulle part que les autorités vont démolir... parce que le tournage... l'a révélé ? Comment un cinéaste s'en sort-il dans une région aux conflits multiples ?

La défaite du cinéma d'après Philippe Garrel, c'est : « La caméra qui assassina Massoud ». L'instrument de beauté et de vérité pervers, c'est ça, la défaite du cinéma, dit Garrel (*Lion d'argent : les Amants réguliers*). Son magnifique film en noir et blanc dépeint la vie et l'utopie vécues d'un groupe d'amis poètes, peintres et sculpteurs (filles et garçons) qui vivent libres et disent non, entre autres, à la guerre d'Algérie. Les « enfants de Truffaut » tiennent bon.

H. H.

Agnès Bihl,

chanteuse « chiante »

Agnès Bihl:

La Terre est blonde, Amalgammes, 2001.

Merci maman merci papa, Naïve, 2005.

Agnès Bihl en concert:

- Du 11 octobre au 5 novembre (relâche les dimanches et lundis) au théâtre du Renard à Paris;

- Le 20 novembre, à 16 heures, au Théâtre du Petit-Ouest à Rouen (festival Les Chants d'Elles);

- Le 2 mars 2006 à Villejuif au théâtre Romain-Rolland (première partie de Maxime Le Forestier);

- Le 11 mars 2006 à Trappes (festival des Voix féminines).

Plus d'infos sur le site www.agnes-bihl.com

AUX ANTIPODES des chanteurs mous pour bobos qui inondent les ondes publiques, Agnès Bihl vient de nous livrer un album bien affûté. *Merci maman merci papa*, un CD pour ne pas dire merci à ce monde cannibale.

Il y a quatre ans, Agnès l'espigle lançait *La Terre est blonde*, un CD autoproduit tonitruant. À 26 ans, la blondinette sortait ses crocs. Les salauds de tout poil n'étaient pas à la noce. L'Encinte vierge pourrait par exemple devenir l'hymne des anticléricaux. Le joli *Mois de mai*, les *Enfants des morts*, l'*Amour en poudre* sont à mettre au catalogue des titres très singuliers. Quant à *Viol au vent*, ça s'écoute en serrant bien fort les poings et les dents.

La Rebelle au bois dormant n'a pas sa pareille pour emballer les grands maux dans des textes acides et ironiques. Comme disait Boris Vian, l'humour est la politesse du désespoir... Dans la même veine douce-amère, le nouveau titre *Merci maman merci papa* offre un panorama sombre et, hélas, lucide, de la planète. « Les hommes naissent libres et égaux en droits, mais ça dépend du lieu... » Et commence le voyage au bout de l'enfer. « Des millions de gosses mangent de la viande juste quand ils se mordent la langue », « La méd'cine fait des pas de géant et le sida recule en bloc, seulément les poules auront des dents avant qu'l'Afrique ait des médocs », « On blesse un gosse, on viole sa mère, on file des armes à son p'tit frère », trois minutes et trente sept secondes de tir tendu contre le tourisme sexuel, le travail des enfants, les génocides, entre autres saloperies.

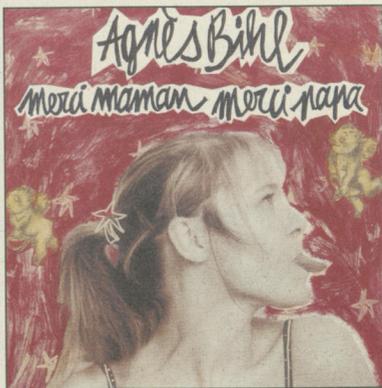
Dans cet univers-là, pas facile de grandir. Pourtant, un jour ou l'autre, faut être adulte. Agnès vient de fêter ses 30 ans, mais elle n'a pas perdu le sens de la pirouette. Avec sa voix canaille et ses textes ciselés, elle asticote les bonnes manières. Elle égratigne les mariages à la campagne. Elle taquine les ados qui ont le cœur entre deux âges. Elle console les femmes en peau de chagrin. Autre titre émouvant, écrit par la jeune *maman* d'une petite fille, *Papa dimanche* tordra les tripes de tous ceux qui ont vu des princesses de quatre ans promener leur papa du dimanche. Si cet album est plus intimiste que *La terre est blonde*, Agnès ne trahit pas sa réputation d'effrontée, de peste et de furie. En bouclant la boucle avec *Méchante*, elle nous rassure. « Je suis méchante et ça m'enchant »,

dit le refrain après avoir raillé les mecs. « D'ailleurs ils ont une âme et c'est l'milleur ami d'la femme... » Enfin, on notera une belle reprise de la *Complainte des filles de joie* de l'ami Brassens.

Qu'elle chante l'enfance ou la vieillesse, les femmes ou les hommes, Agnès Bihl met toujours dans le mille. En plus, elle a une gueule d'ange. « C'est affreux, dit-elle, c'est le syndrome des cheveux blancs. Mais si j'ai l'air douce et charmante, ce n'est jamais que du trompe-l'œil ! » Ses bonnes âmes sont prévenues. Ceux qui voudraient lui donner le bon Dieu sans confession risquent de prendre un vigoureux Ni dieu ni maître dans les arpiens.

Après avoir découvert la chanson un peu par hasard en allant écouter Allain Leprest dans un cabaret libertaire, après avoir chanté pendant des années dans les cafés et les manif, après avoir séduit Anne Sylvestre et une colonie de fidèles, l'intermittente mutine prend un nouveau chemin. Produite par Gérard Davoust (éditeur de Linda Lemay), Agnès Bihl part à la conquête d'un public très en manque de rimes grinçantes. Ça va agacer les sabres, les goupillons et tous les cons. Nous, les chanteuses chiantes comme ça (et fière de l'être), on en redemande.

Paco



Sarkozy la république, les religions

SARKOZY DANS SON LIVRE *la République, les Religions, l'Espérance*, nous explique que les religions non seulement ont toutes leur place dans l'espace public mais que sans elles nous ne sommes rien. Il considère que seuls les croyants peuvent espérer: « D'ailleurs, qu'est-ce qu'un homme qui croit si ce n'est un homme qui espère? » Les non-croyants sont pratiquement des malades, des personnes qui ne peuvent être heureuses.

La religion au service de la société

Dans ce chapitre, Sarkozy nous explique que s'il y a, de la criminalité dans certaines banlieues, c'est uniquement dû au manque de foi de ces délinquants: « Partout en France, et dans les banlieues plus encore, qui concentrent toute les désespérances, il est bien préférable que des jeunes puissent espérer spirituellement plutôt que d'avoir dans la tête, comme seule "religion", celle de la violence, de la drogue ou de l'argent. » (Pour un chanceur du tout libéral ou seul le fric compte c'est plutôt drôle). Toujours d'après lui, tout le monde appartient ou se sent appartenir à une religion: « Dire les "musulmans de France", ce n'est pas exclure les musulmans athées ou agnostiques; c'est au contraire donner un nom à une composante de la société française dont nous devons organiser l'intégration... » Comment peut-on être athée ou agnostique et être en même temps musulman, juif, catholique?



Il n'oublie pas de bien signaler que les religions ont un rôle d'abrutissement des masses, et ainsi empêcher toute envie de révolte contre un système dégueulasse qui crée tant d'inégalité: « A contrario, maintenant que les lieux de culte officiels et publics sont si absents de nos banlieues, on mesure combien cet apport spirituel a pu être un facteur d'apaisement et quel vide il crée quand il disparaît. » C'est certainement pour ça que Sarkozy veut réintégrer les religions dans les « quartiers sensibles » pour apaiser les désirs de rébellion de quelques-uns.

Le financement des religions

« Il reste notamment une question à régler, qui n'est pas conjoncturelle, qui n'est pas anecdotique: celle du financement des grandes religions de France... » M. Sarkozy s'étonne que l'on finance une bibliothèque, un théâtre, une crèche mais pas les lieux de cultes! Mais s'appuyant également sur le concordat de l'Alsace et de la Moselle où le système allemand essaie de convaincre que l'État doit financer les religions: « Ne pourrait-on pas trouver un juste milieu entre ces deux solutions? » Et bien sûr ne pas oublier d'inspirer la crainte de l'étranger: « Il me semble en revanche que l'on doit trouver un moyen terme, qui respecte l'esprit de 1905 et aide en même temps les religions à être utiles à la société et à se couper d'influences étrangères qui ne sont pas toujours apaisantes. » Il ne s'agirait pas seulement de financer les lieux de culte (constructions, réparations) mais aussi de financer les étudiants en théologie et de leur ouvrir les portes des universités publiques.

« Au non de quoi nos universités seraient-elles fermées aux ministres du culte? Un plus grand brassage entre séminaristes et les autres étudiants dans les universités n'apporterait que de la compréhension et de l'enrichissement mutuels. » Sans oublier de payer les curés, imams et rabbins comme l'État paye ses fonctionnaires (Sarkozy n'est pas à une contradiction près, puisque c'est le premier à trouver

qu'il y a trop de fonctionnaires et qu'ils coûtent trop cher). Que ce soit avec nos impôts locaux, régionaux ou nationaux, c'est toujours nous qui payerons, et M. Sarkozy se fout de savoir si parmi nous il y a des athées ou des agnostiques.

Les sectes

À la question qui lui est posée sur les moyens de faire la différence entre une secte et une religion, Sarkozy nous explique que selon lui les critères sont la pérennité, le nombre de pratiquants et le fait qu'il y ait ou non trouble à l'ordre public. Par trouble à l'ordre public, M. Sarkozy entend ne pas exploiter la faiblesse des gens, l'abus sexuel et autres manipulations mentales.

Autre critère, la morale, auquel cas il s'en remet aux autorités religieuses. Ils la détiennent mais ne l'imposent pas: « Dans son homélie, le curé va dire qu'il faut faire le bien et rejeter le mal, mais il ne va pas s'immiscer dans la vie familiale pour décider, à la place des personnes. » Le curé peut-être, mais le pape ne se gêne pas.

Donc, une secte qui dépasserait un certain nombre d'adeptes, depuis un certain nombre d'années, qui ne ferait pas de bruit et décevrait ses victimes sans se faire remarquer serait une religion?

Quant à la lutte contre les sectes, ce monsieur trouve que nous sommes peut-être allés trop loin: « Certes, il convient de rester vigilant... je me demande si parfois l'on n'a pas été trop loin, jusqu'à faire preuve de sectarisme... » Et la lutte, elle s'est transformée en lutte contre les dérives sectaires. Les gourous en tremblent déjà...

En gros, voilà ce qu'il y a à retenir du livre de Nicolas Sarkozy, bien qu'il y aurait encore à dire. Il nous faudra aussi sans doute retrouver nos manches pour combattre les sectes diverses, officielles ou pas, combat que nos décideurs s'apprennent peut-être à désertier.

Yannick
groupe Idées noires

Bon, mais l'anarchisme, c'est quoi ?

1. DÉFINITION DE NILS CHRISTIE:

Regardez des gamins qui construisent une cabane dans les arbres. Ces gamins peuvent travailler du matin jusqu'au soir, traînant de grandes planches jusqu'à leur cabane, sciant, martelant, tapant sur leurs clous et sur leurs doigts, et peuvent continuer pendant des jours, des semaines, jusqu'à ce que la cabane soit là, pimpante, et que les plans d'un nouveau projet émergent lentement. Nous, les êtres humains, nous sommes créateurs de naissance. Mais le travail peut se séparer de nous de plusieurs manières. La plus dangereuse s'appelle un salaire. Parce qu'alors notre attention s'écarte du travail. Ce qui devient central n'est plus l'activité en elle-même, mais ce qu'elle nous rapporte. Payez des enfants pour construire une cabane, et elle ne verra jamais le jour.

Il existe une autre méthode pour arrêter, voire étouffer dans l'œuf leurs activités de constructeurs. Il suffit de leur apprendre comment on fait, de prendre un marteau, en leur demandant de regarder attentivement pendant que l'on s'en sert, et puis de monter un petit cycle de cours de construction de cabane, avec un examen final pour ceux qui auront préalablement passé avec succès les épreuves d'escalade d'arbre.

2. **Quand on marche** sur les chemins d'un village scandinave pendant une nuit d'hiver, quand on a peine à s'arracher à la boue qui colle à la cheville, quand on est glacé par la neige qui fond dans le cou malgré la laine et le cuir, quand on résiste au vent furieux qui force à se pencher en avant pour n'être pas renversé, quand le ciel est noir et la route est noire, on voit quelque chose qui fait chaud au cœur: dans beaucoup de fenêtres, des fenêtres aux rideaux tirés derrière lesquels les gens dor-



ment au chaud, luit un joli petit chandelier électrique de cinq, ou sept, ou neuf lumignons arrangés en forme de colline, de chevron, de sapin. Les gens qui ont allumé ces lumignons n'en profitent pas, ils dorment. Ou, s'ils ne dorment pas, la lumière de leur appartement noie pour eux celle du lumignon. Personne ne leur a demandé de placer et d'allumer ces lumignons. Ils ne savent pas qui en profite. Mais les inconnus qui passent sur le chemin ont chaud au cœur.

3. **Les anarchistes, qui ont bon goût**, n'aiment pas les monuments aux morts. Pour une fois, leur goût est partagé; voit-on beaucoup de gens venir spontanément pleurer aux pieds des soldats de pierre, les voit-on déposer spontanément des fleurs, des poèmes, des souvenirs? Non, les monuments aux morts sont bien morts. Sauf un. À Washington, le monument aux morts de la guerre du Vietnam. Ce monument reçoit énormément de visiteurs. Ces visiteurs s'y montrent très actifs, prenant des empreintes des noms gravés sur le marbre noir, ou laissant tant d'objets, chaussure de femme à talon aiguille, bouteille de champagne, « full house » de poker, qu'un musée a dû être créé pour les abriter tous. Pourquoi ce

succès? Peut-être parce que le mémorial se limite, strictement, à un très, très long mur de marbre noir sur lequel sont gravés les noms des morts, pas par ordre alphabétique ou par rang, mais par ordre chronologique, regroupant ainsi ceux qui moururent ensemble.

Et rien d'autre. Pas de statues haut perchées sur un piédestal inaccessible, pas de préche gravé, pas de patrie éplorée, pas de drapeau en émail. Rien que les noms.

4. **Le capitalisme**, c'est assister à une pièce de théâtre, tous assis. Puis quelqu'un qui veut mieux voir se met debout. Alors, son voisin de derrière, qui ne voit plus rien, se met debout lui aussi. Bientôt toutes les spectatrices, tous les spectateurs sont debout. Comme nous n'avons pas tous la même taille, les petits vont chercher un tabouret et montent dessus. Ça bouche la vue aux grands. Les grands attrapent deux ou trois petits, les mettent les uns sur les autres et grimpent sur les épaules du dernier. La pièce de théâtre continue, mais quelques grands se mettent d'accord pour mettre leurs pyramides de petits en commun. Ce qui les met vraiment très haut. Mais ça ne les empêche pas de se disputer pour savoir qui sera le plus haut. Deux ou trois grands arrivent tellement haut qu'ils crévent le plafond du théâtre. Ils ne voient plus la pièce, mais ils ont la satisfaction d'être plus haut que les autres. Tout le monde est debout, tout le monde a mal aux jambes et les petits dans les pyramides sont épuisés par le poids des grands.

L'anarchisme, c'est que tout le monde se rassied.

Nestor Potkine

Merlieux

Un salon du livre libertaire

DEPUIS TROIS ANS, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste se met en quatre pour organiser un Salon du livre anarchiste décapant. Les festivités ont lieu dans un petit bled paumé de l'Aisne, à Merlieux. Rendez-vous les 24 et 25 septembre 2005.

Pas moyen de rater les lieux. De grands drapeaux noirs flottent toujours sur la marmite. Vous verrez aussitôt des fourmis rouges et noires s'activer dans le beau jardin. Les unes gesticuleront autour de grandes tables pour saluer des retrouvailles. Les autres porteront des cartons bourrés de livres explosifs. Ici ou là, de douces odeurs de cuisine flotteront et des cliquetis de bouteilles se feront entendre. Ce sera le doux chant de la cuvée spéciale mise en bouteille par des connaisseurs. Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir...

Attention, ne rebroussez pas chemin si vous croisez un évêque vicieux, une bonne sœur lubrique, un moine punk tibétain ou même Batman. Les voies de l'anarchisme sont parfois impénétrables, surtout lorsqu'une poignée de militants facétieux décide de marier révolution et carnaval.

Plus loin, sous un barnum, toute la famille des éditeurs anars campera en parfaite camaraderie. Des centaines de livres neufs et d'occasion changeront de mains durant le week-end. Des auteurs (Michel Ragon, Didier Daeninckx, Jacques Tardi, Tignous, Thierry Maricourt, Benoist Rey, Jean-Hugues Lime, Serge Livrozet...) vous accueilleront le stylo à la main. Sans parler des chanteurs (Serge Utgé-Royo, Fred Alpi, Dominique Grange...) qui rodent souvent dans les parages. Séances de dédicaces et chants de lutte alterneront au gré des vents et des humeurs. Alors révisiez vos classiques.

Conseil d'ami. Réservez votre place pour la soirée du samedi. Il est en effet de tradition d'y remettre le Grand Prix ni Dieu ni Maître sur fond d'énorme charivari où tous les grands de ce monde, morts et vivants, sont convoqués. Cette année, le Grand Prix ira à Lucio Urtubia pour la sortie de son livre *Ma morale anarchiste*, aux éditions Los Solidarios. Che Guevara, François Mitterrand, Ange Sanguinetti, Maradona, le président d'une banque américaine devront ainsi témoigner devant le jury présidé par Jacques Tardi.

Sacré larron ce Lucio! Né à Cascante (Navarre) en 1931, il a traversé bien des tempêtes. Fabriquant de faux papiers, faux-monnaieur, braqueur, « récupérateur », il a tout fait et tout risqué pour aider la cause. Maçon discret (métier qu'il n'a jamais cessé d'exercer), il a même eu le toupet, en 1979, d'imprimer pour plusieurs milliards de francs de faux travellers chèques. Ce qui obligera la First National City Bank... à négocier. Ce Robin des Bois moderne racontera aussi ses rencontres avec des rebelles, des voyous, des ministres.

Le Salon du livre anarchiste sera doublé d'un Forum social libertaire. Radio libertaire diffusera les débats et les prestations musicales sur Internet.

Des rencontres passionnantes, des livres mutins et des musiques vivantes, du bon pinard, un pique-nique champêtre et de bonnes rigolades... Voilà ce qu'il nous faut pour retrouver le moral et zapper la Chiraque.

Paco

Samedi 24 septembre

19h30: Remise du « Grand prix ni Dieu, ni Maître » 2005 à Lucio «l'irréductible» pour son ouvrage paru aux éditions L@S Solidari@s: *Ma morale anarchiste*.

Dimanche 25 septembre

10 heures: Ouverture des stands.
10h45 - 12 heures: Théâtre: Anna Desreux, comédienne de talent, interprétera Louise Michel d'après sa correspondance.

12h30 - 13 heures: Animation musicale avec Yves Jupin accompagné de Noël Feton (accordéon). Chanson française.

13h30 - 14h45: Débat « Femmes, Laïcité et Religions » avec Mimouna Hadjam (Africa), Hélène Hernandez (Fédération anarchiste) et Pierre Cassen (UFAL).

15 heures - 15h30: Animation musicale avec Fred Alpi qu'on ne présente plus...

15h45 - 17 heures: Débat autour de la littérature prolétarienne avec Michel Ragon (*Histoire de la littérature prolétarienne en France*, Albin Michel, 1974), Thierry Maricourt (*Dictionnaire des auteurs prolétariens de langue française*, Encre, 1994) animé

par Samuel Autexier des Éditions Agone.

17h15 - 17h45: Animation musicale avec Bruno Daraque qui nous chantera Gaston Couté.

18 heures - 19h15: Débat autour des luttes du Chiapas avec la participation de Marc Tomsin

du CSPCL (Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte).

Les auteurs présents:

Louis Arti, Pascal Colé, Marie-Claire Calmos, Ronald Creagh, Sébastien Doubinsky, Pierre

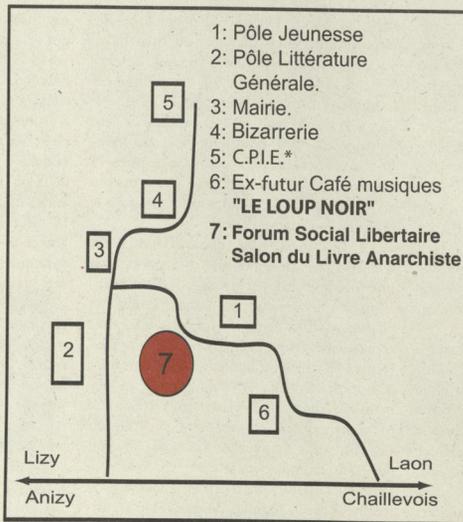
Drachline, Jean Guilloneau, Michel Léger, Jean-Hugues Lime, Lucio «l'irréductible», Dominique Manotti, Thierry Maricourt, Ingrid Naour, Sylvie Picard, Michel Ragon, Pierre et Véronique Salou, Jacques Tardi, Jean-Pierre Tertrais, Serge Utgé-Royo, Jacques Vallet, Suzanne Weber, Cathy Ytak.

Ateliers et animations

Animations musicales;
Atelier dessin peinture maquillage pour les enfants
Atelier percussions pour les enfants;
Atelier vidéo avec projection de Ici et maintenant présentant la Fédération Anarchiste;
Atelier d'espéranto;
Point rencontre « Au boire et à manger ». On pourra s'y restaurer et y déguster la cuvée « Salon du livre anarchiste 2005 », un Gaillac insoumis, non génétiquement modifié.

Renseignements

Groupe Pierre-Kropotkine de la Fédération anarchiste, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux
tél. / fax 03 23 80 17 09
groupe.kropotkine02@wanadoo.fr



* Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement



Mercredi 21 septembre

Blues en liberté de 10 heures à 12 heures: « Pierres qui roulent » et blues.

Jeudi 22 septembre

Entre chiens et loups 22heures
Invité Julien Blaine Poète Fondateur de la revue Dock(s) et de bien d'autres Créateur de lieux culturels.

Mardi 27 septembre

Pas de Quartiers de 18heures à 19h30 recevra en direct des animateurs et sympathisants du groupe Autonomization qui nous parleront de leur tournée dans toute la France : foisonnement de projets alternatifs et écologiques. Tous à vos postes à galène !

Émission "sérvices publics" de la CNT Energie 20h30/22h30 sujet: les problèmes de la psychiatrie, avec pour invités un éducateur et des soignants.

Mercredi 28 septembre

Blues en liberté de 10h30 à 12h. Earl Hooker, génie méconnu du Chicago blues.

Jeudi 29 septembre

Entre chiens et loups de 20h30 à 22heures. Invité Claude Ber PoèteAuteur(e). Et bien d'autres choses.

Samedi 1^{er} octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30: les princes au chocolat c'est très bon, mais les LUs sont virés. Émission avec Monique Labord au sujet de son livre *Dehors les p'tits lous*.

Samedi 8 octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30: Louis Arti autour de son œuvre musicale et écrite.

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Samedi 24 septembre Bar-le-Duc

À 13 heures manif nationale antinucléaire, hall des expositions
« Cette mobilisation est importante et nous devons y être nombreux!!! » Il y a des cars qui partent de Paris (départ 9 heures; 15 euros AR; retour 21 heures).

La Rochelle

Le Comité 1905 organise à 15 heures à la salle Amos Barbot, une conférence sur le thème "Sectes et laïcité", avec Daniel Groscolas, Inspecteur général de l'Éducation nationale. Entrée libre et gratuite. Le Comité 1905, rassemble le Collectif libertaire 17, Émancipation, la Fédération départementale de la Libre Pensée de Charente-Meritime et le Groupe les Affranchis de la Fédération anarchiste.

Paris 18^e

À 15h30: Présentation du livre *La Fiat aux mains des ouvriers - L'automne chaud de 1969 à Turin*, Diego Giachetti et Marco Scavino (2005), suivie d'un débat animé par les traducteurs au 10, rue Robert-Planquette - Métro Blanche ou Abbesses

Dimanche 25 septembre Merlieux (02)

Salon du livre anarchiste organisé par le groupe Pierre Kropotkine de la Fédération anarchiste; à l'athénée libertaire 8, rue de Fouquierolles
Tel/fax 0323801709.
Concert de Fred Alpi.

Samedi 1^{er} octobre Chelles (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème "Le XXI^e siècle sera athée ou ne finira pas" avec Jocelyn Bezecourt (athéisme.org) à 20h30 au 1bis, rue Émilie, près de la gare RER E.

St-Paul-en-Jarez(42)

Congrès national 2005 de l'UPF - IRG Union pacifiste de France (Internationale des Résistants à la Guerre).

Besançon

Fête de rentrée de la librairie L'Autodidacte - 5, rue Marulaz. Apéro concert de 18h30 à 20h30.

Paris 11^e

La librairie du Monde libertaire organise une causerie autour de l'œuvre de Léo Ferré à 16h30.

Samedi 8 octobre Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise au local la commune au 9, rue Malakoff (tel/rep: 0299679287); à partir de 14 heures: vernissage de l'exposition photo "salariés de STMicroelectronics en lutte". Poi convivial, discussion avec des militants et avec les salariés de STM, séance de dédicace du livre *Salariés de STMicro en lutte*, à partir de 16h30.

Paris 11^e

La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Louis Arti, autour de son livre *Belle vie en noir*.



Écoutez Radio libertaire sur <http://federation-anarchiste.org/rl>

SALON DU LIVRE ANARCHISTE

en direct de MERLIEUX , samedi 24 septembre ...

midi

Ni Dieu, Ni Maître

21h



38

matin

salut à toi la barricade , au 145 ...là-bas .
vingt ans la carte d'auditeur ...

federation-anarchiste.org

MERLIEUX 106.2 fm

Je la revendique et vous souhaite... **LIBERTAIRE 89.4 fm**